

Le projet de territoire Éléments de diagnostic et d'enjeux

Document d'étape – Décembre 2020

*Depuis juillet 2020, la Communauté de communes Anjou Loir & Sarthe et les communes qui la composent mènent une réflexion visant à la **définition d'un projet de territoire renouvelé et mobilisateur**. Il s'agit là d'une démarche de nature politique. Elle intervient à l'engagement d'une mandature pour laquelle elle doit fixer un cadre stratégique et opérationnel clair et lisible.*

A ce jour, un **large travail de concertation a été engagé** (rencontres de tous les maires ; enquêtes auprès des élus, des habitants, des services de la CC et des communes ; travail avec les services...). Des rencontres avec des acteurs / partenaires locaux sont aussi engagés et vont se poursuivre en début d'année 2021. Parallèlement une *Analyse des Besoins Sociaux* (ABS) est aussi menée, dans la perspective d'une *Convention Territoriale Globale* entre la CCALS et la CAF. Cette démarche est contributive du volet social de ce projet de territoire.

Sur la base des premiers enjeux et questionnements consignés dans ce document, une **trame de projet va être élaborée et mise en débat début 2021**. Elle sera ensuite **déclinée et précisée durant le printemps** (programme opérationnel / conditions de mise en œuvre).

Ce présent document est un point d'étape. Il a servi de support de débat au comité opérationnel du 4 décembre 2020 et au comité de pilotage du 9 décembre.

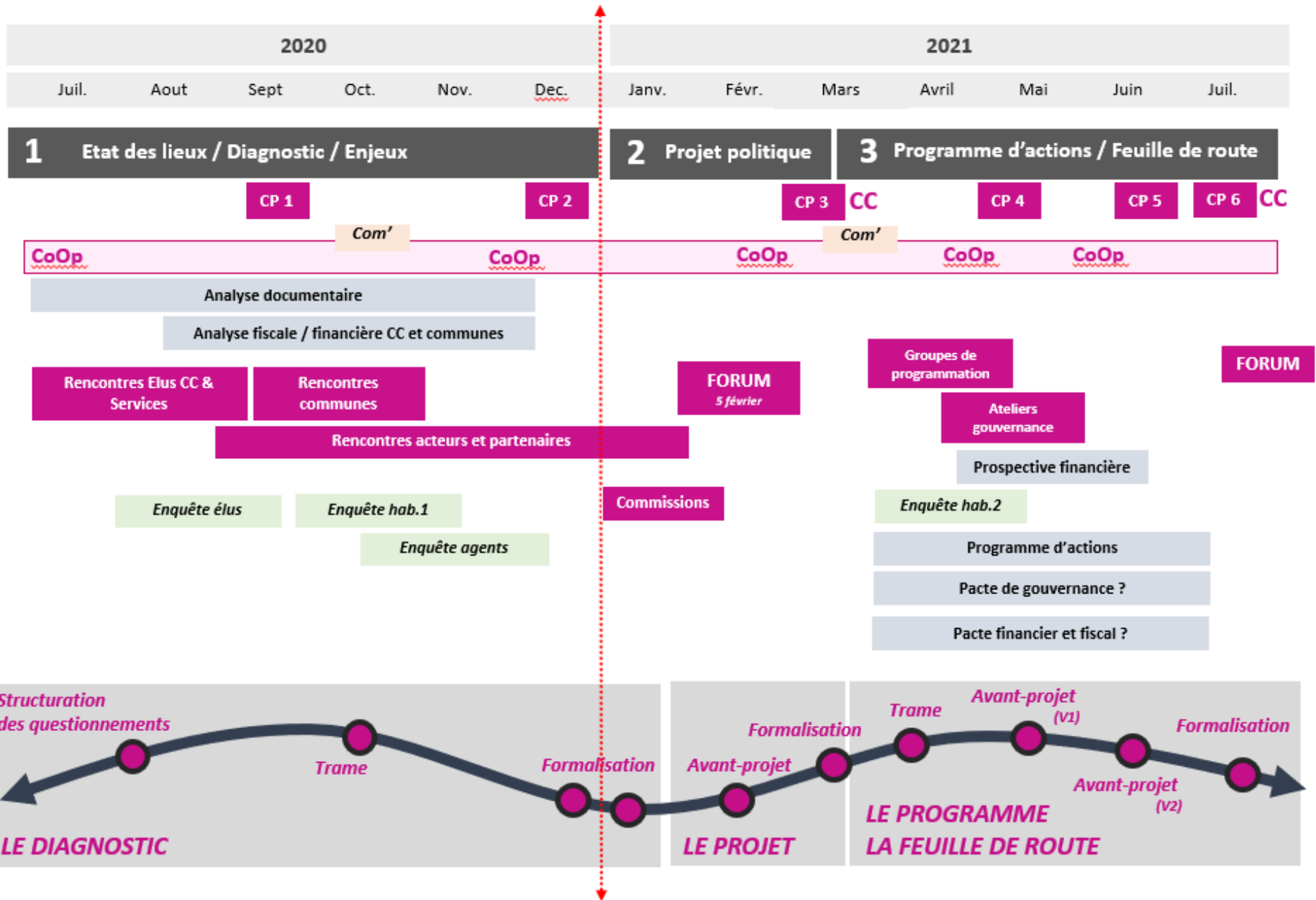
Il souligne **les premiers constats/perceptions** recueillis et **les grands enjeux qui semblent se dégager**. Il inclue aussi **l'analyse financière** de la Communauté de communes et des communes.

Il sera consolidé dans les prochaines semaines par la poursuite des rencontres avec les acteurs locaux et une mise en débat en commissions thématiques de travail.

Sont aussi disponibles :

- *Les restitutions brutes des enquêtes réalisées auprès des élus, des habitants et des services. Ne sont repris dans ce document que quelques schémas illustratifs*
- *Le Diagnostic « Projet Social de Territoire » (ABS)*

<i>Etat d'avancement de la démarche</i>	<i>4</i>
<i>Attentes des élus vis-à-vis de la démarche</i>	<i>5</i>
<i>Le territoire / positionnement et identité(s)</i>	<i>6</i>
<i>Les dynamiques urbaines, résidentielles et sociales</i>	<i>15</i>
<i>Services à la population</i>	<i>25</i>
<i>Les dynamiques économiques</i>	<i>39</i>
<i>La gouvernance</i>	<i>45</i>
<i>Etat des lieux financier de la CC et de ses communes</i>	<i>50</i>



Quelles sont, selon vous, les trois adjectifs qui pourraient définir les critères de réussite de cette démarche « projet de territoire » ?

Extrait Questionnaire élus

Sur 120 propositions

A word cloud of adjectives in various shades of green, tilted at an angle. The most prominent words are 'Participation', 'Volontarisme', 'Collectif', 'Cohérence', 'Solidarité', 'Réalisme', 'Economie', 'Innovation', 'Social', 'Ecologie', and 'Communication'.

Participation (25) : Partage (7) ; écoute (3) ; Concertation (2) ; Consultation (2) ; échange (2)

Volontarisme (21) : Dynamisme (6) ; Volontariste (4) ; Courageux (2) ; Ambition ; motivation ; Engagement

Collectif (13) : Collective (3) ; convergente ; entente ; coopération ; mutualisation ; ensemble

Solidarité (10) : Solidaire (6) ; Equitable (3) ; Harmonieux

Cohérence (10) : Cohérence (3) ; équilibre (3) ; cohésion (2)

Réalisme (9) : Réaliste (3) ; Pragmatique ; Responsable ; rigoureux

Ecologie (8) : Ecologie (4) ; Durable ; environnemental

Innovation (6)

Economie (3)

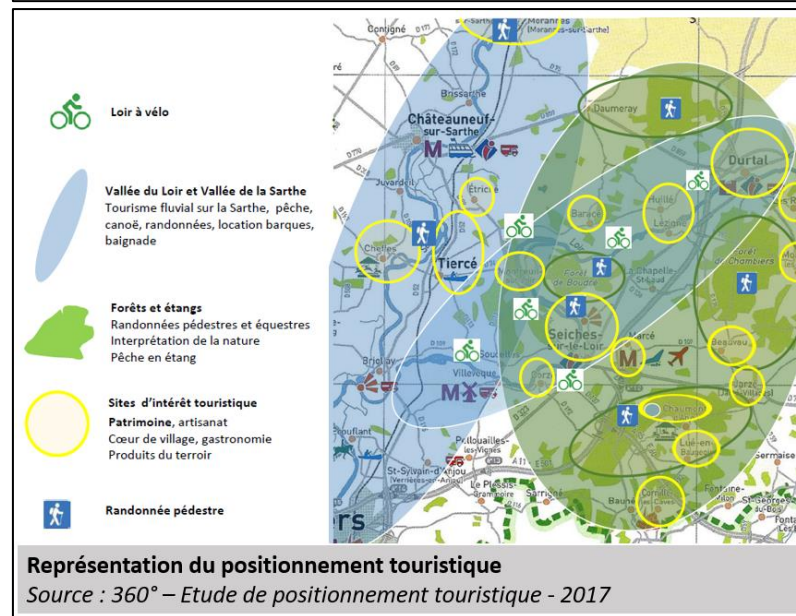
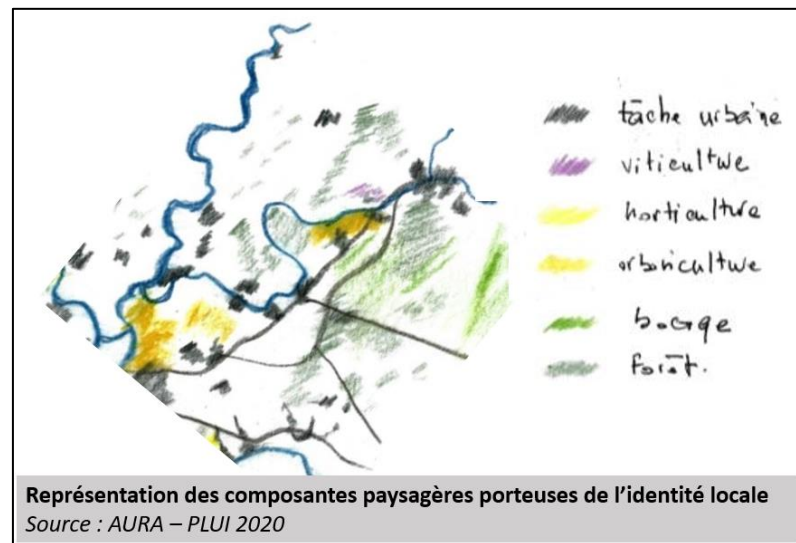
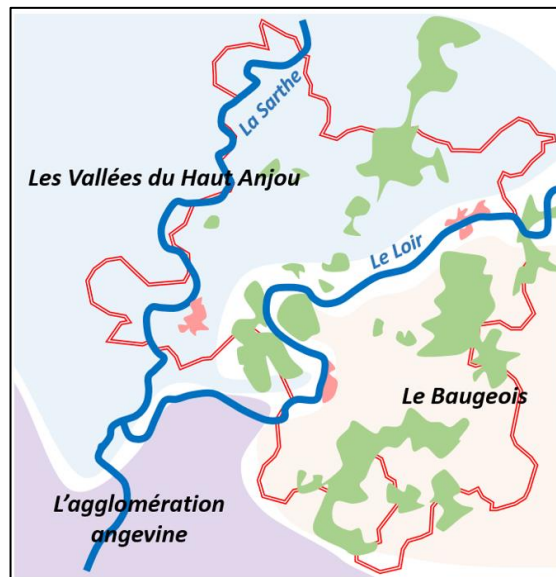
Social (2)

Le territoire Positionnement et identité(s)

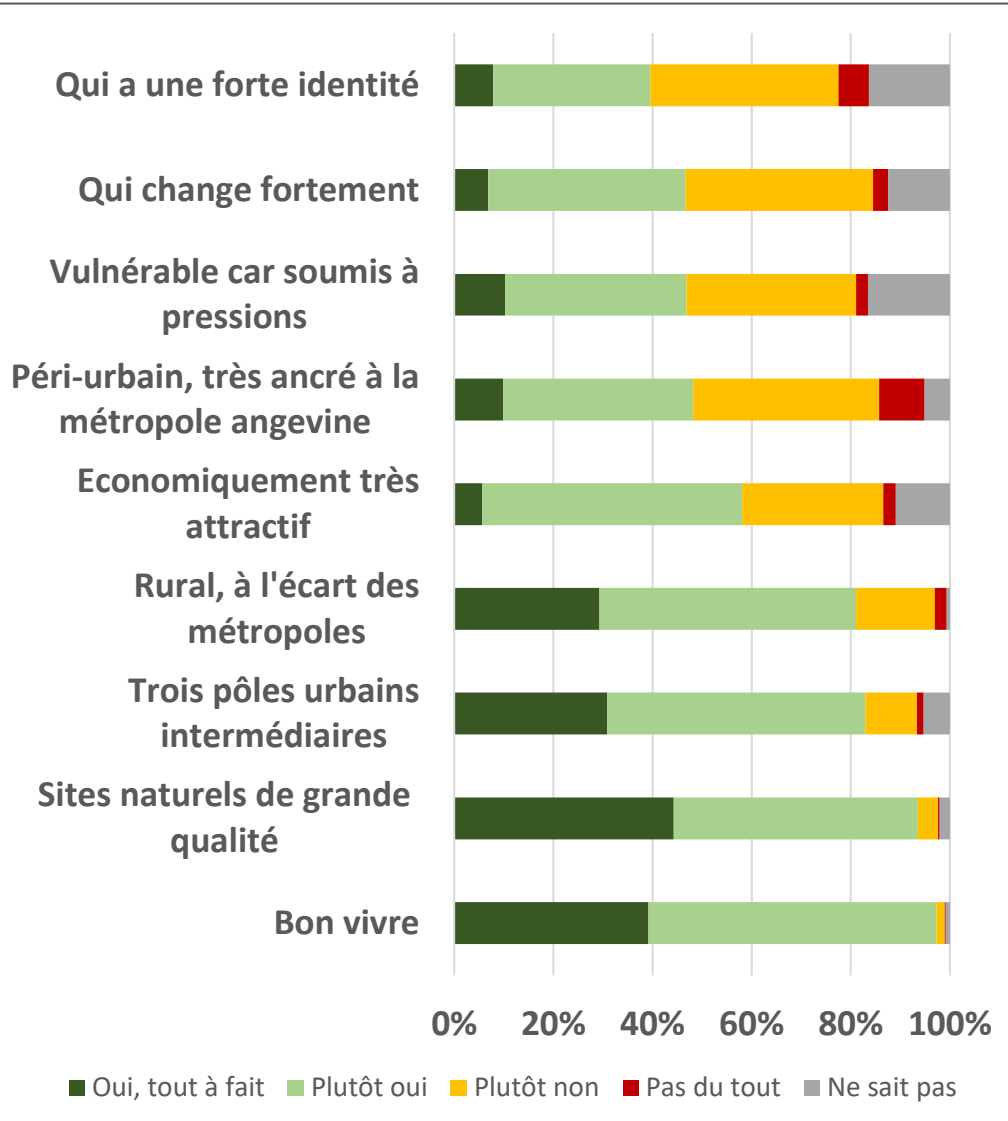
- **Un déficit d'identité ; entre « diversité » et « fragmentation »**
- **La « ruralité », facteur d'identification très nettement le plus affirmé mais nuancé dans sa caractérisation**
 - Activités et « culture » agricoles, ... sans qu'il y ait adhésion à un « projet agricole » territorial
 - Espaces naturels / des nuances néanmoins quant à l'appartenance revendiquée à des entités naturelles fortes
 - Un mode de vie singulier : proximité, interconnaissance des habitants, solidarité, ...
 - Un « rempart » à une assimilation péri-urbaine non souhaitée

→ Une convergence de perceptions **sur les notions globales de « bon vivre » de « nature », de qualité des sites, ...**

- La caractérisation d'un « état » davantage qu'un territoire
- Une traduction dans le positionnement touristique du territoire : La slow-life ... facteur identitaire

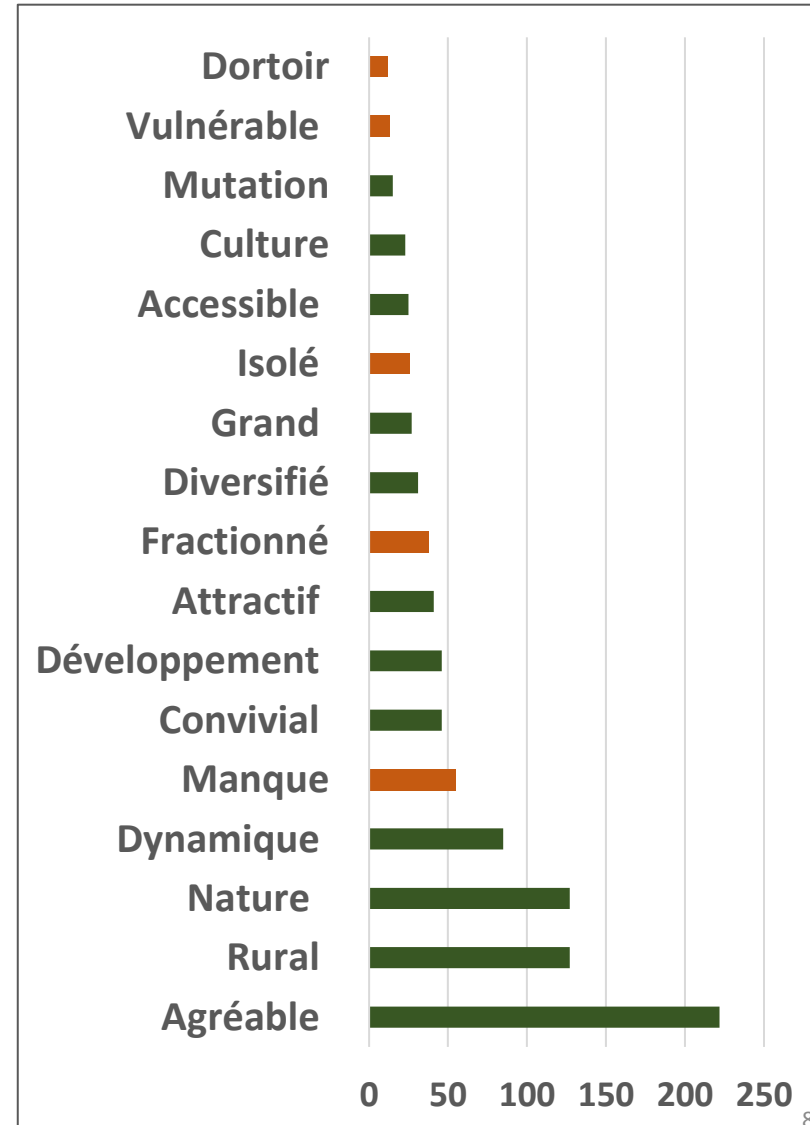


Quels sont les éléments qui caractérisent le mieux le territoire de la CC Anjou Loir & Sarthe, tel que vous le vivez au quotidien ?



Extrait Questionnaire habitants

3 mots pour décrire le territoire

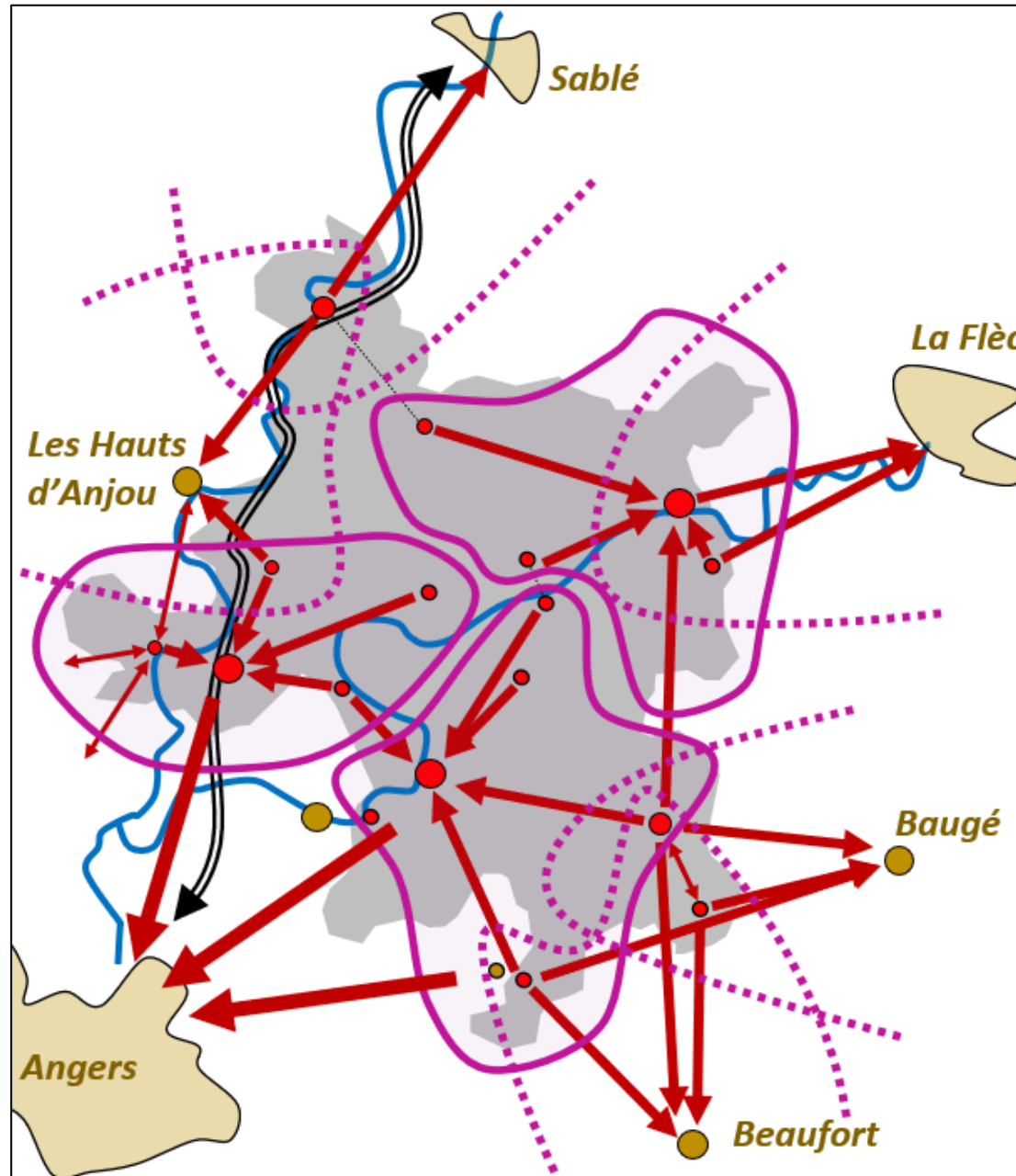


→ La **prégnance des notions de proximité**

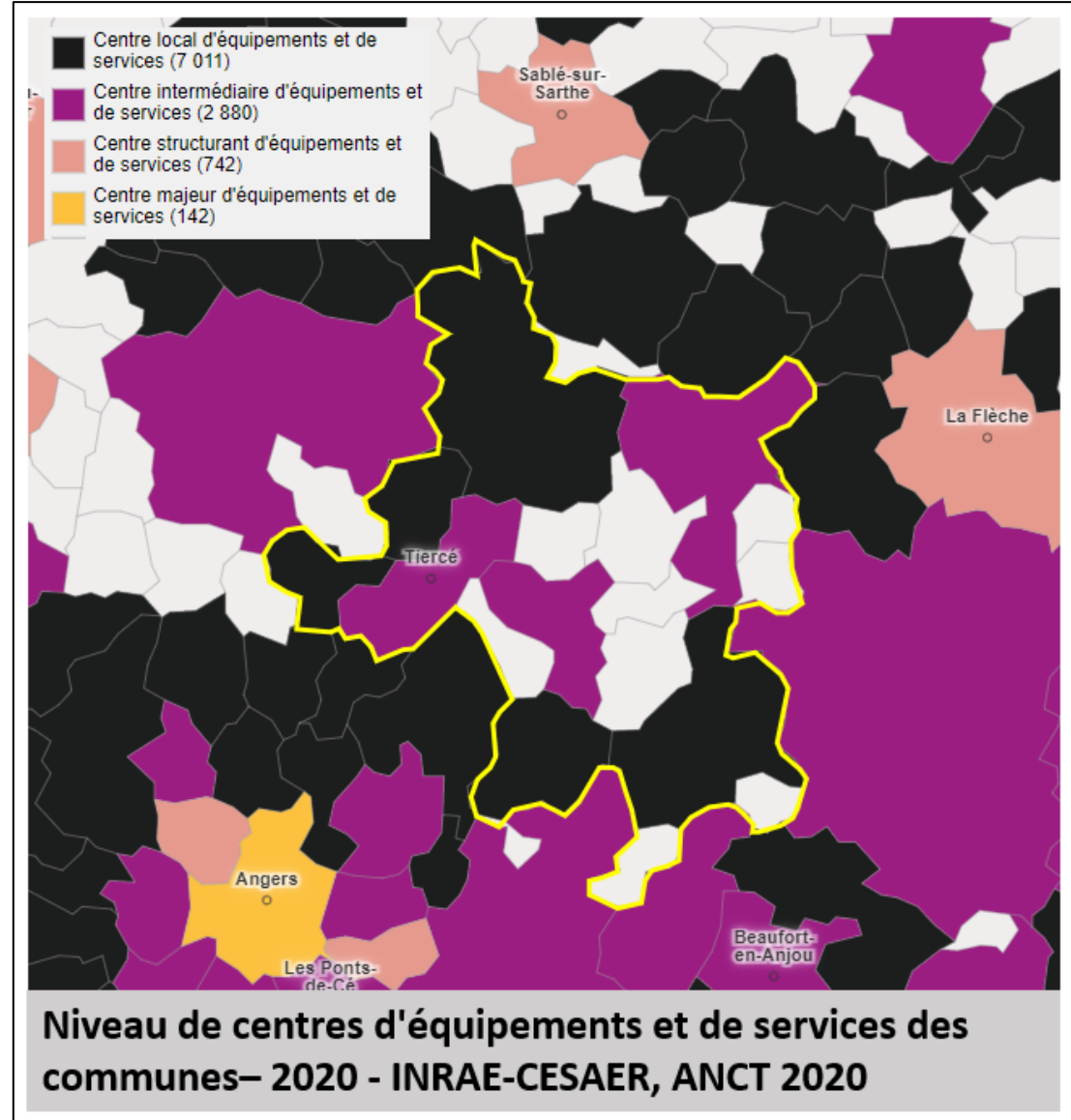
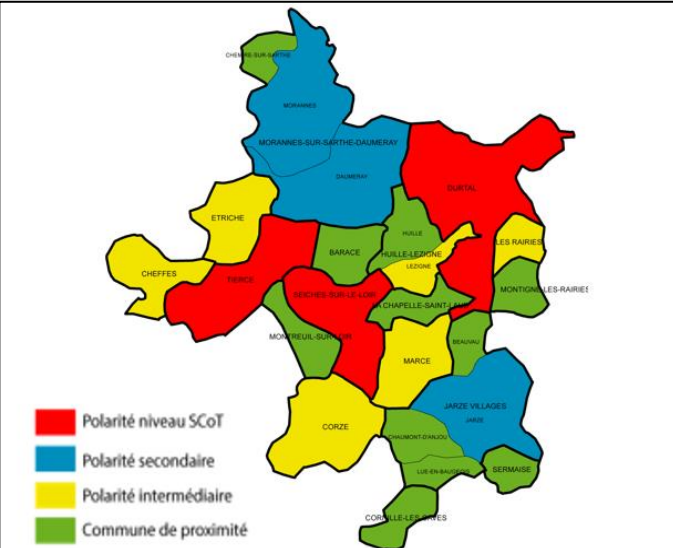
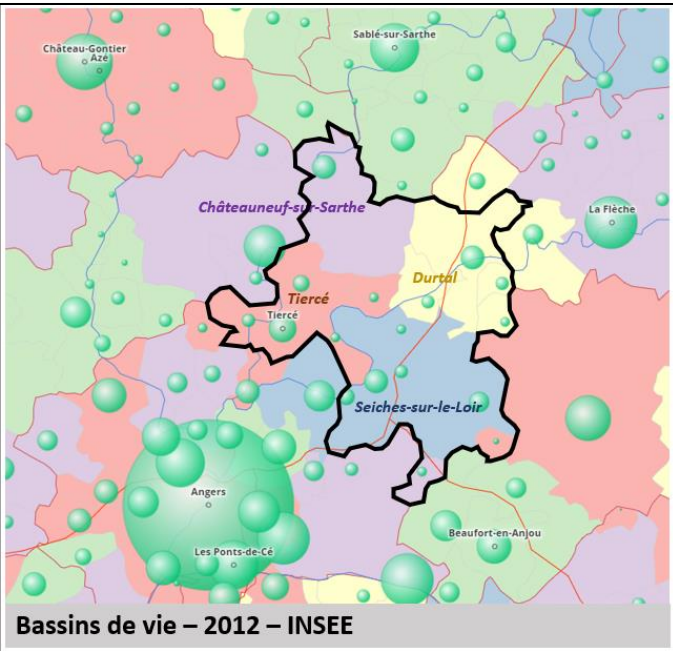
- L'affirmation de « bassins de vie de proximité » / maillage à géométrie variable
- L'attachement à la commune

→ Les **polarisations urbaines, ... et leurs confrontations à des logiques de flux**

- Les ancrages aux pôles métropolitains/urbains extérieurs : des partenariats structurés avec Angers mais une reconnaissance qui reste à assumer vis-à-vis de La Flèche et Sablé
- Le « fait urbain » sur le territoire : trois pôles assez indépendants les uns des autres
- La logique des flux (enjeux / flux/centralités / poids des déplacements)



Proximités et maillages ... perceptions



L'enjeu d'identité ?

→ *Une identité et une cohésion qui semblent devoir se construire davantage sur **un modèle social, économique et de valorisation des patrimoines** et des ressources que sur un territoire, de fait hétérogène*

L'enjeu d'éducation et de fédération de acteurs et habitants sur ce modèle social ?

→ *Connaissance, appropriation des patrimoines et des ressources, des vulnérabilités du territoire*

L'enjeu de l'organisation territoriale : la promotion coordonnée et maillée de la notion de proximité ?

→ *Assumer la logique de bassins de proximité, sans fragiliser (au contraire) la cohésion du projet collectif*

→ *Travail de fond sur le maillage au sein de chaque bassin et entre bassins*

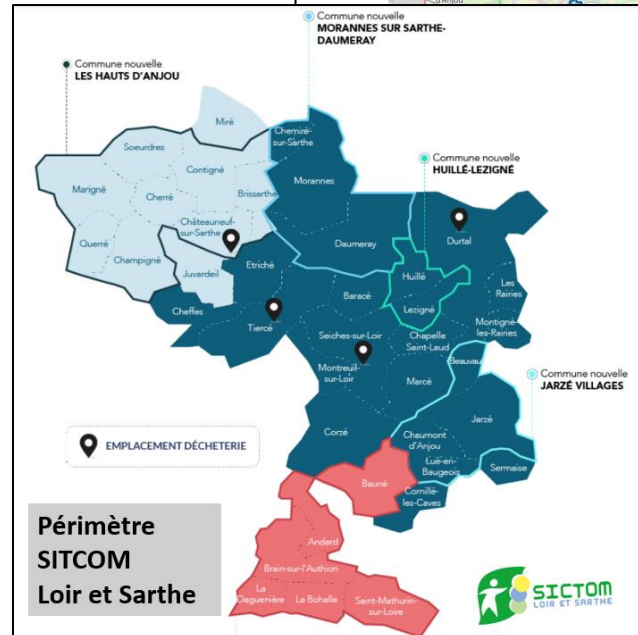
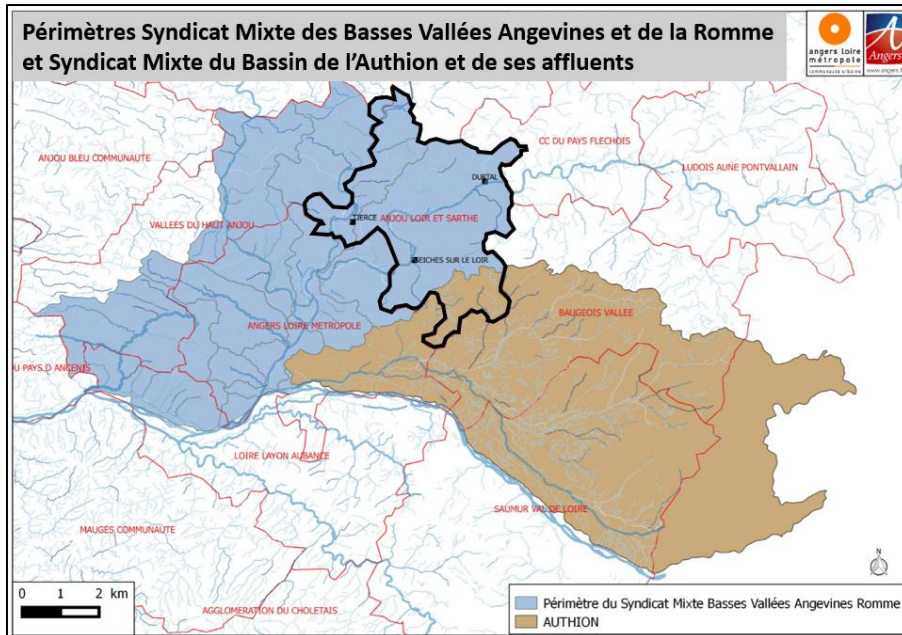
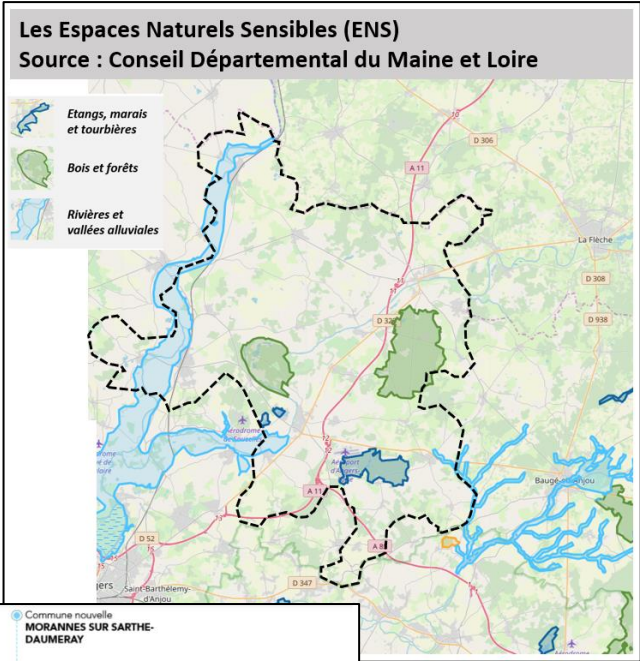
L'enjeu de l'ancrage assumé aux territoires voisins ?

→ *Le renforcement des liens avec la métropole*

→ *Les logiques de vallées*

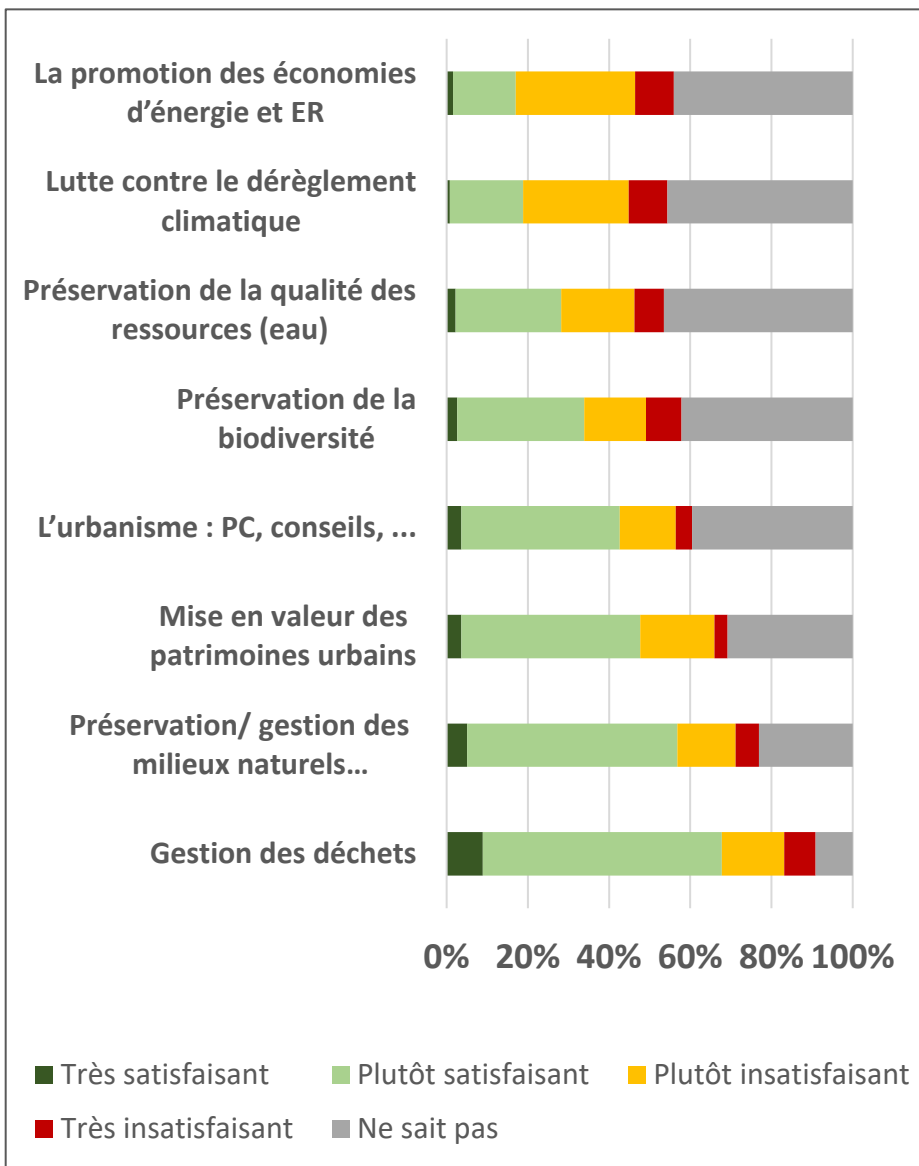
→ *Les polarités influentes ...*

- Perception d'une **préoccupation croissante des habitants** sur ces questions. Mal caractérisée néanmoins
- Une sensibilité exprimée **avec nuances sur la question climatique**. Une approche assez ciblée sur la question énergétique
- Une sensibilité aux **patrimoines locaux**, appréhendée notamment en termes de « valeur d'usage » (respiration, loisirs, ...)
- Des **interventions communautaires qui semblent « lointaines »** en matière de gestion environnementale : approche fragmentée ; MO déléguées ...

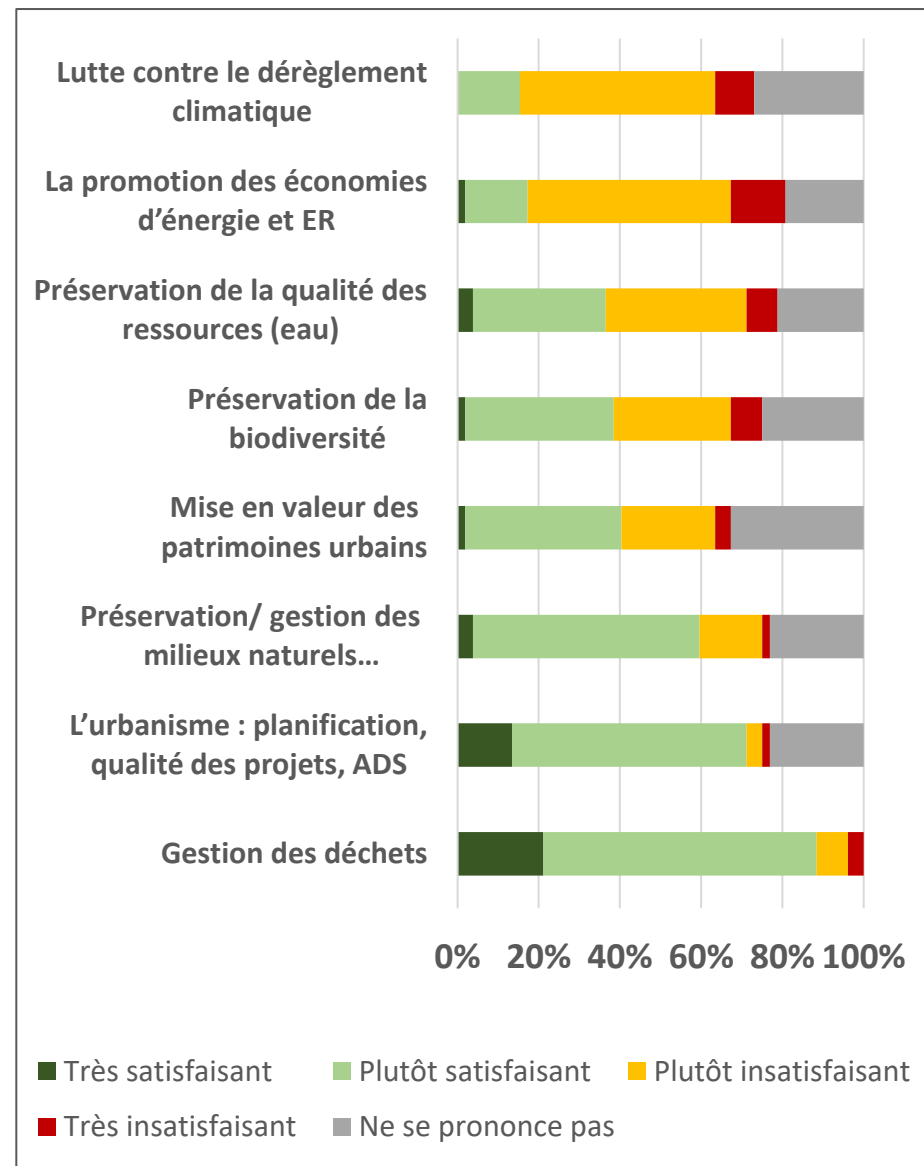


Environnement, ressources et patrimoines

Quelle appréciation portez-vous sur les actions engagées sur le territoire par les communes et la CCALS ?



Extrait Questionnaire habitants



Extrait Questionnaire élus

Appréhension globale des questions climatiques, environnementales et patrimoniales / transitions ?

- *Travailler sur la connaissance et la dimension éducative*
- *Approche globale eau (même à une échelle territoriale plus large) / connexion assainissement / GEMAPI / eau pluviale (communes)*

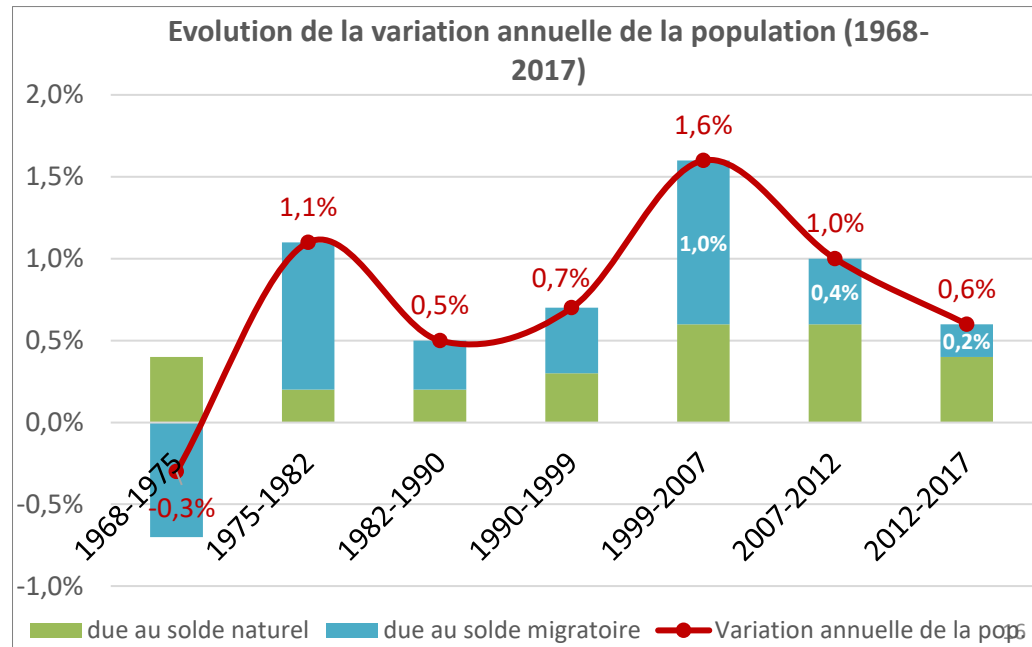
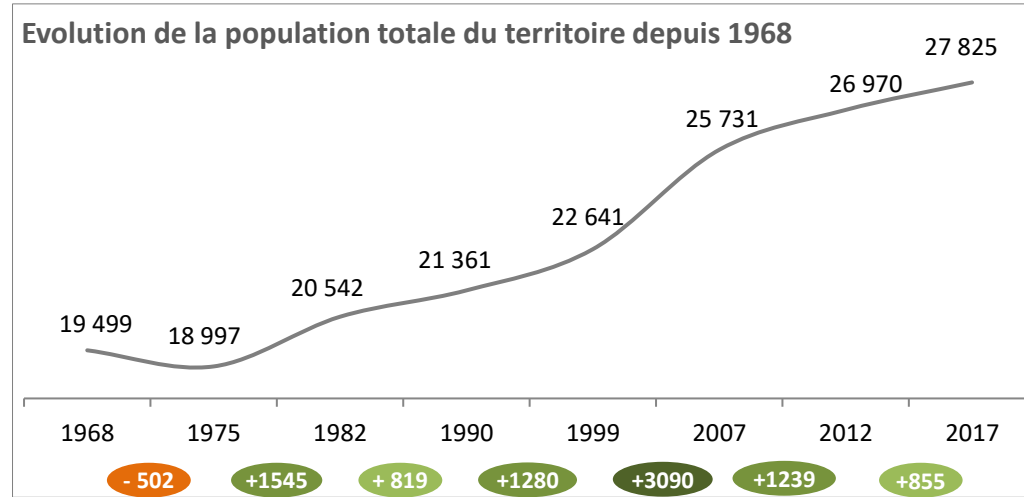
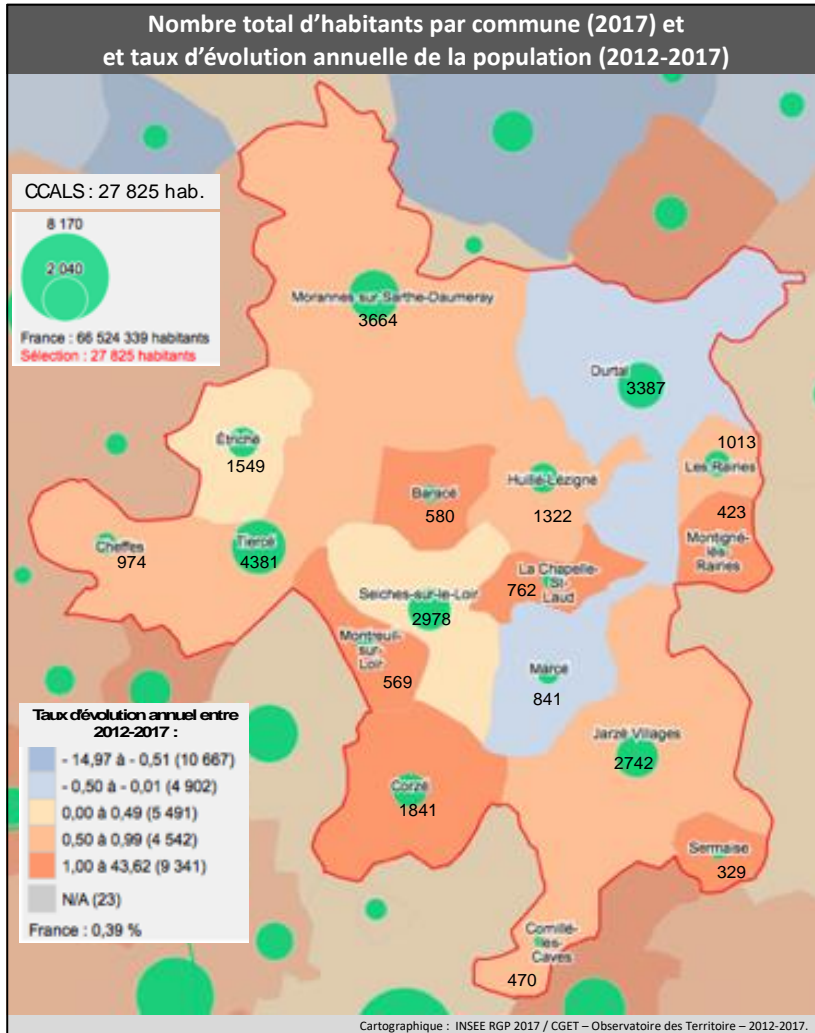
Exemplarité environnementale des pratiques ?

- *Approche politique et problématique de ces sujets ?*
- *Connexion avec filière économiques : énergie, économie circulaire, ...*
- *Modalité de mutualisation, partage d'expertises : bâtiment, gestion des espaces verts, fauchage, voirie, ...*

Les dynamiques urbaines, résidentielles et sociales

→ Une croissance démographique qui reste positive... mais qui est marquée par un apport migratoire de plus en plus limité.

→ Des écarts entre les communes.

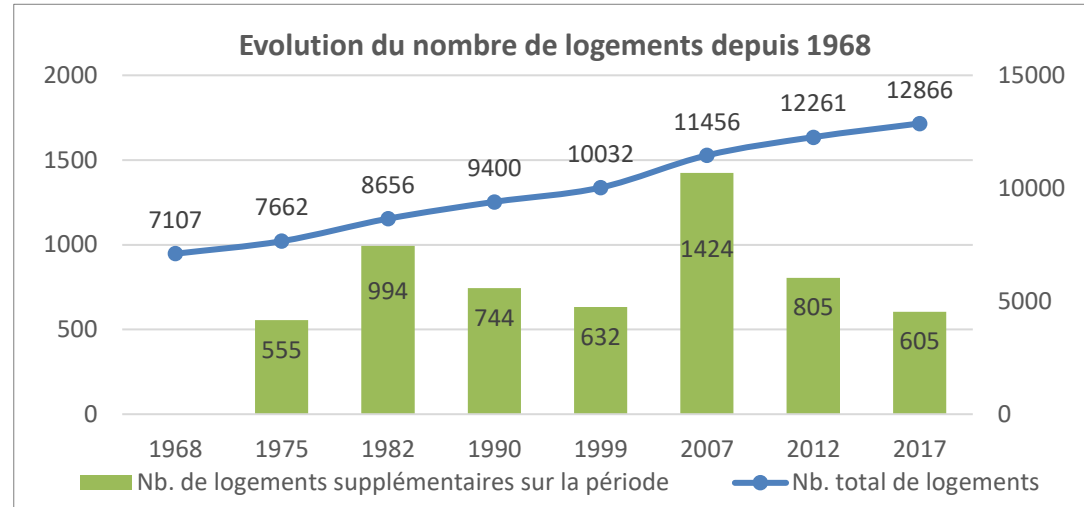


→ La baisse du nombre de nouveaux logements comme effet direct de la crise de 2008... Quelles conséquences de la crise actuelle ?

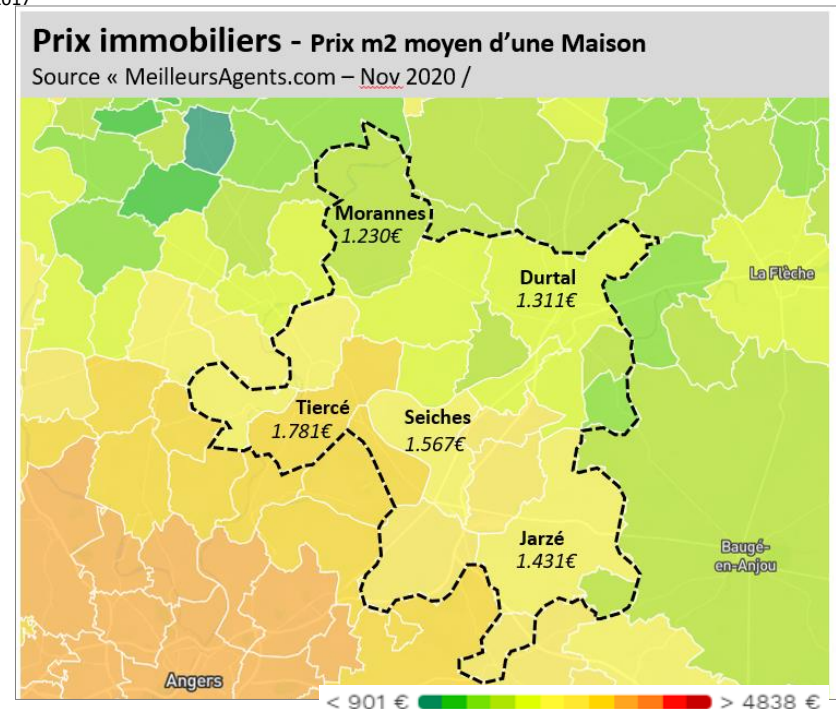
→ Plus globalement, une baisse de la croissance démographique en lien direct avec la baisse du nombre de logements neufs

→ Des disparités selon les communes notamment liées à :

- l'attractivité même de chaque communes (positionnement vis-à-vis des axes, offre services, commerces...),
- Les disponibilités foncières (quasi-nulles pour certaines communes).
- Le prix du foncier.



Source : INSEE – RP 1968-2017

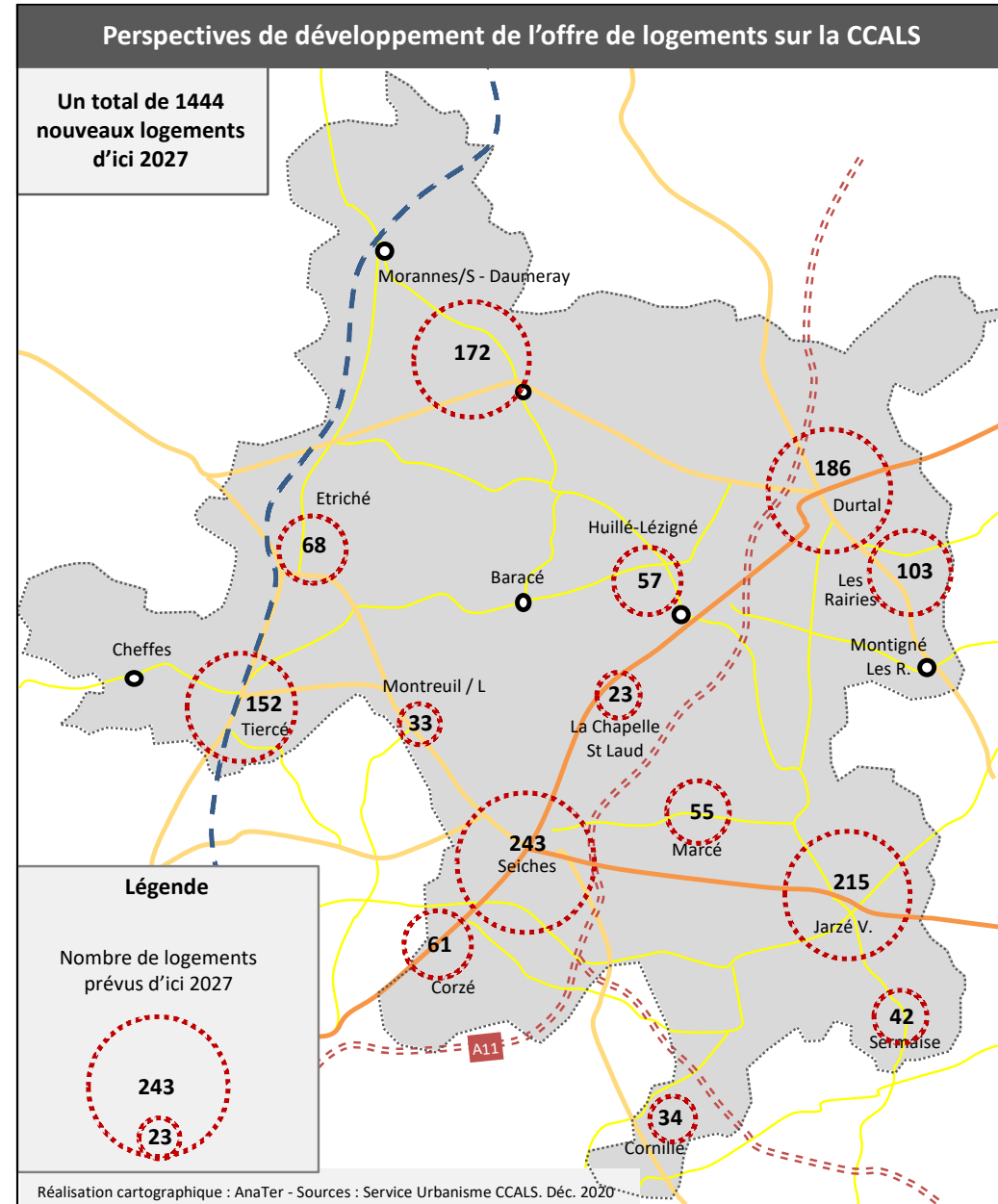


Des perspectives de développement du nombre de logements loin d'être négligeables :

- 231 logements d'ici fin 2021,
 - 1213 logements de 2022 à 2027
- **Soit un total de 1444 nouveaux logements d'ici 2027.**

→ **Des projections de + 5000 habitants, soit un total d'environ 33.000 habitants d'ici 2035.**

→ **Des perspectives de développement du nombre de logements qui laissent entrevoir un maintien de la dynamique démographique et qui peuvent potentiellement générer de nouveaux besoins en termes de services et équipements, tant dans le domaine de l'enfance-jeunesse que dans ceux liés au vieillissement, à la vie sociale, culturelle, sportive...**

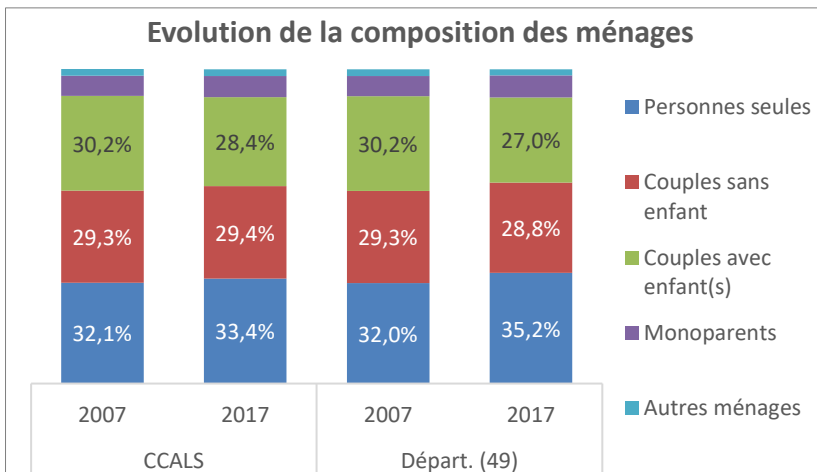
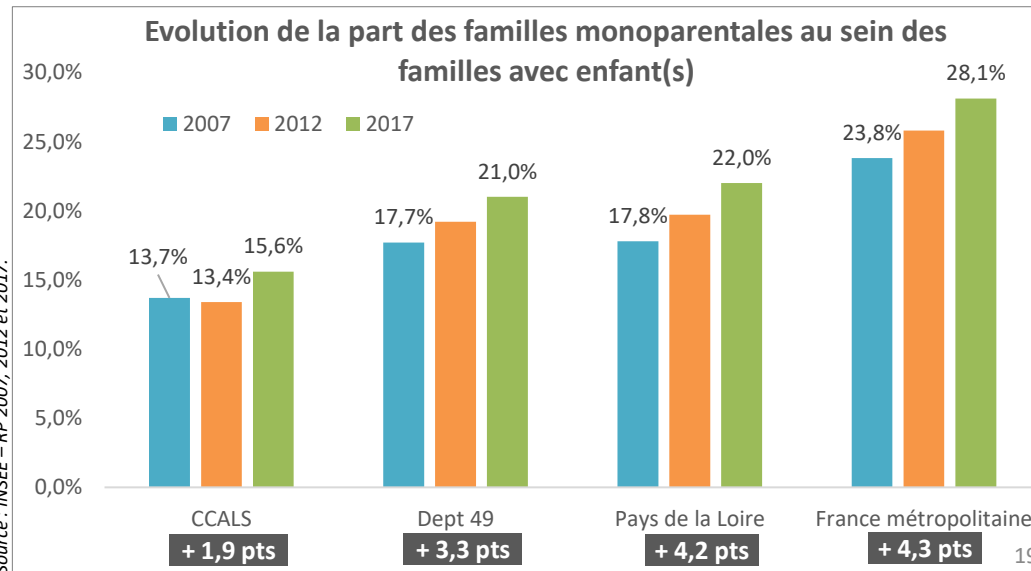
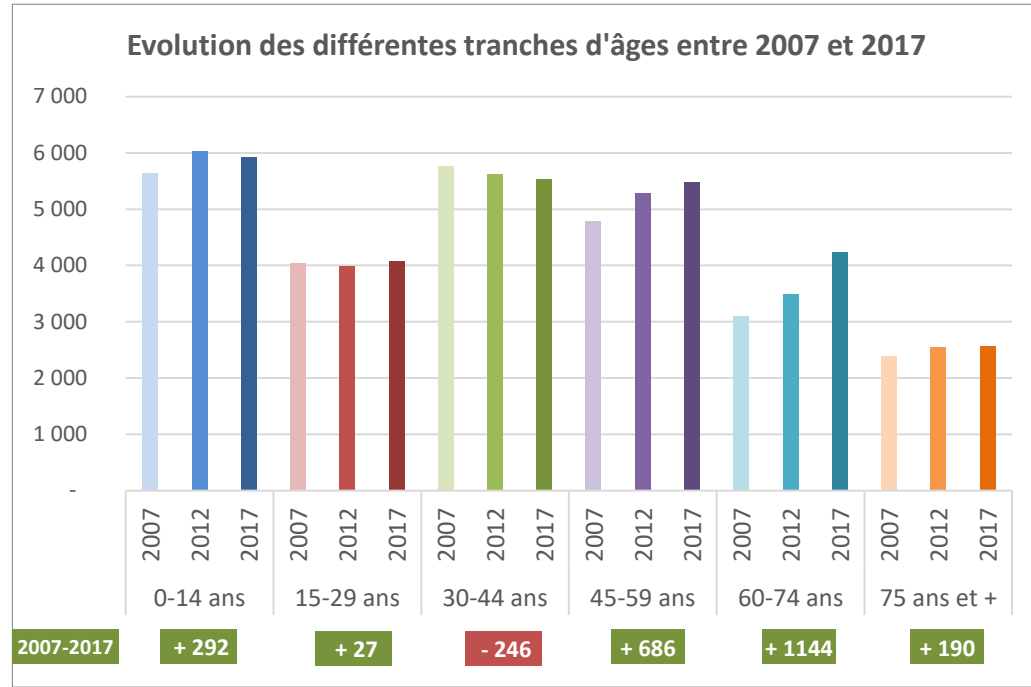


Le vieillissement de la population et la composition des familles

→ **Un territoire nettement vieillissant** dont la croissance des 0-29 ans ne vient pas compenser celle des 60 ans et plus. (baisse de l'indice de jeunesse). Une croissance démographique qui s'observe sur toutes les tranches d'âges, sauf les 30-44 ans.

→ **L'évolution de la composition des familles :**

- Une baisse de la part de couples avec enfants,
- Une nette augmentation des familles monoparentales avec enfants qui se traduit souvent par une fragilisation des familles

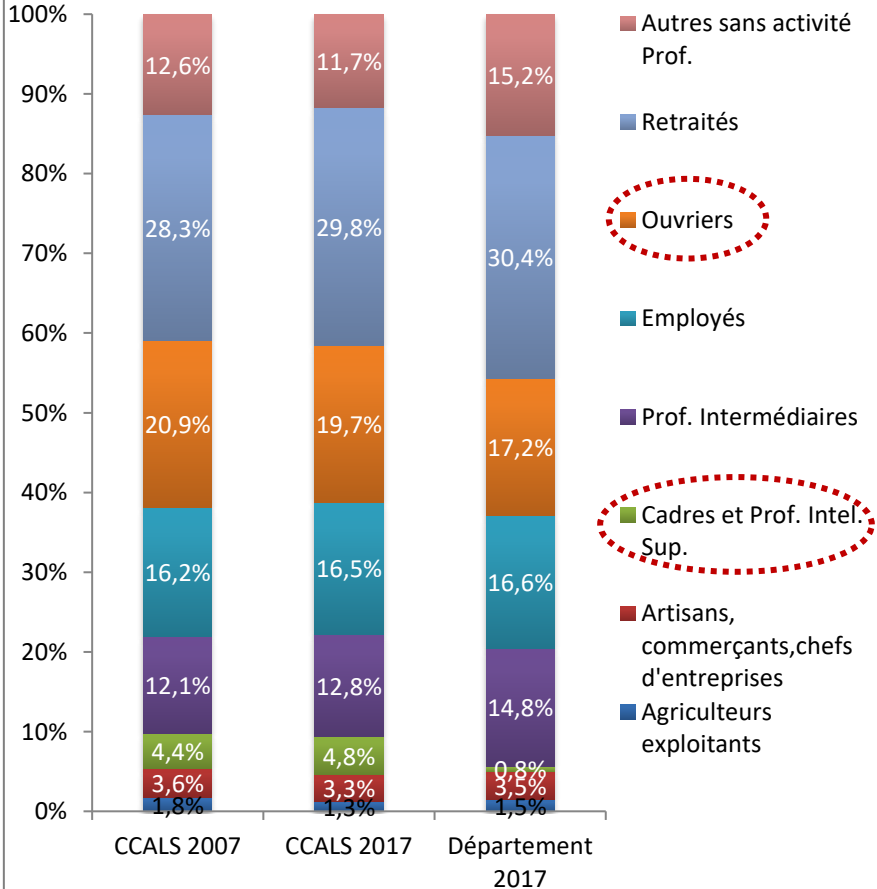


Les catégories socioprofessionnelles et le chômage

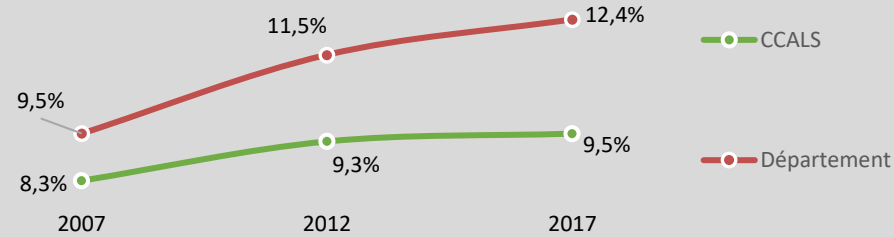
→ Un chômage moins marqué qu'à l'échelle départementale, mais des écarts importants selon les communes.

→ Une part d'ouvriers et de cadre supérieure à celle du département.

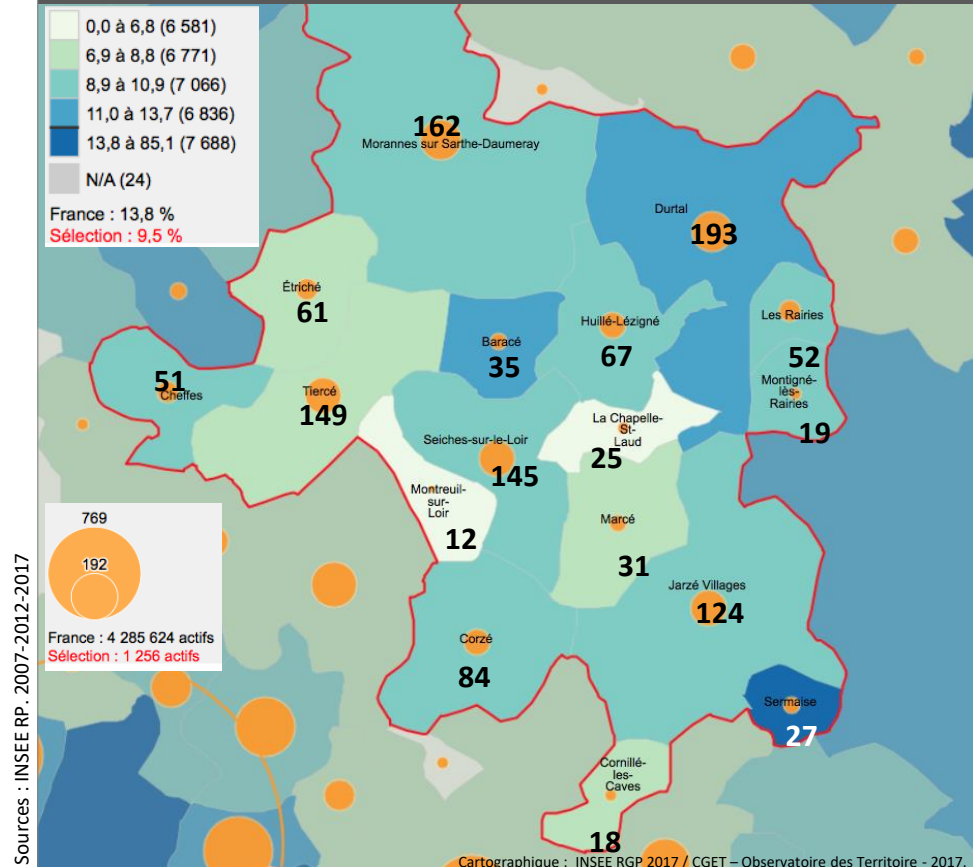
Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2007 et 2017



Evolution du taux de chômage (INSEE)



Nombre de chômeurs et taux de chômage des 15 ans et plus (2017)

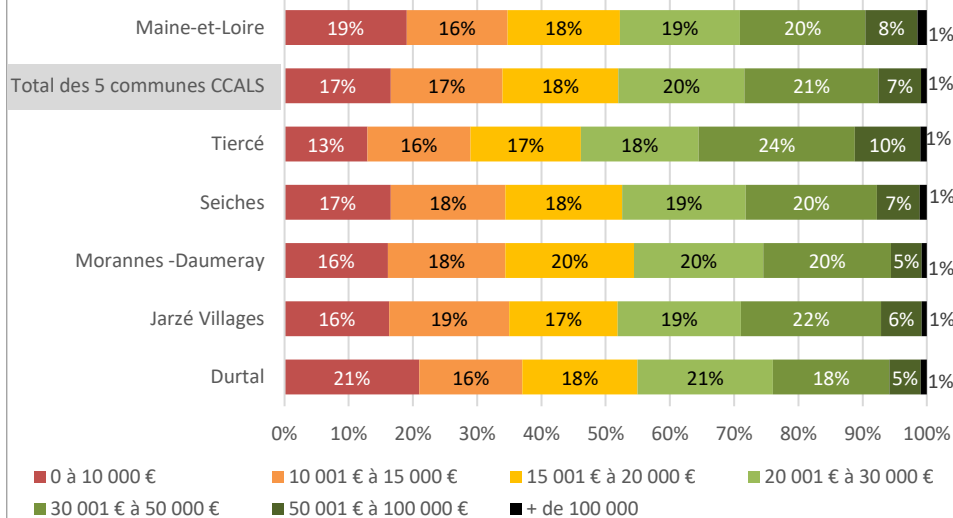


→ **Une hausse des allocataires à bas revenus : 834 en 2019 contre 604 en 2009 (soit +38% en 10 ans).**

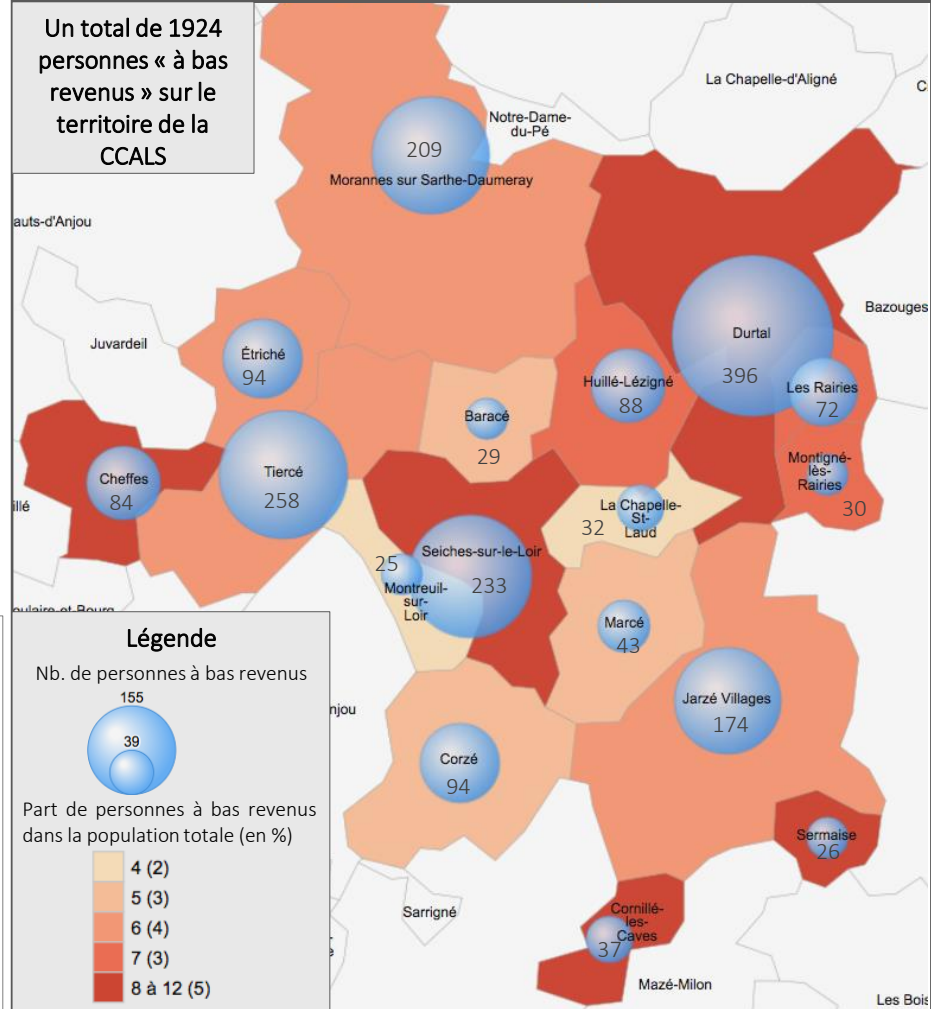
→ **Au global, 72% des foyers fiscaux ont des revenus inférieurs à 30.000 € par an.**

→ **Une moyenne qui masque des écarts significatifs entre les communes et qui se traduit par une précarité économique plus marquée sur le nord du territoire.**

Répartition des foyers fiscaux par tranches de revenus en % (2018)



Nombre et part de personnes « à bas revenus » en 2019

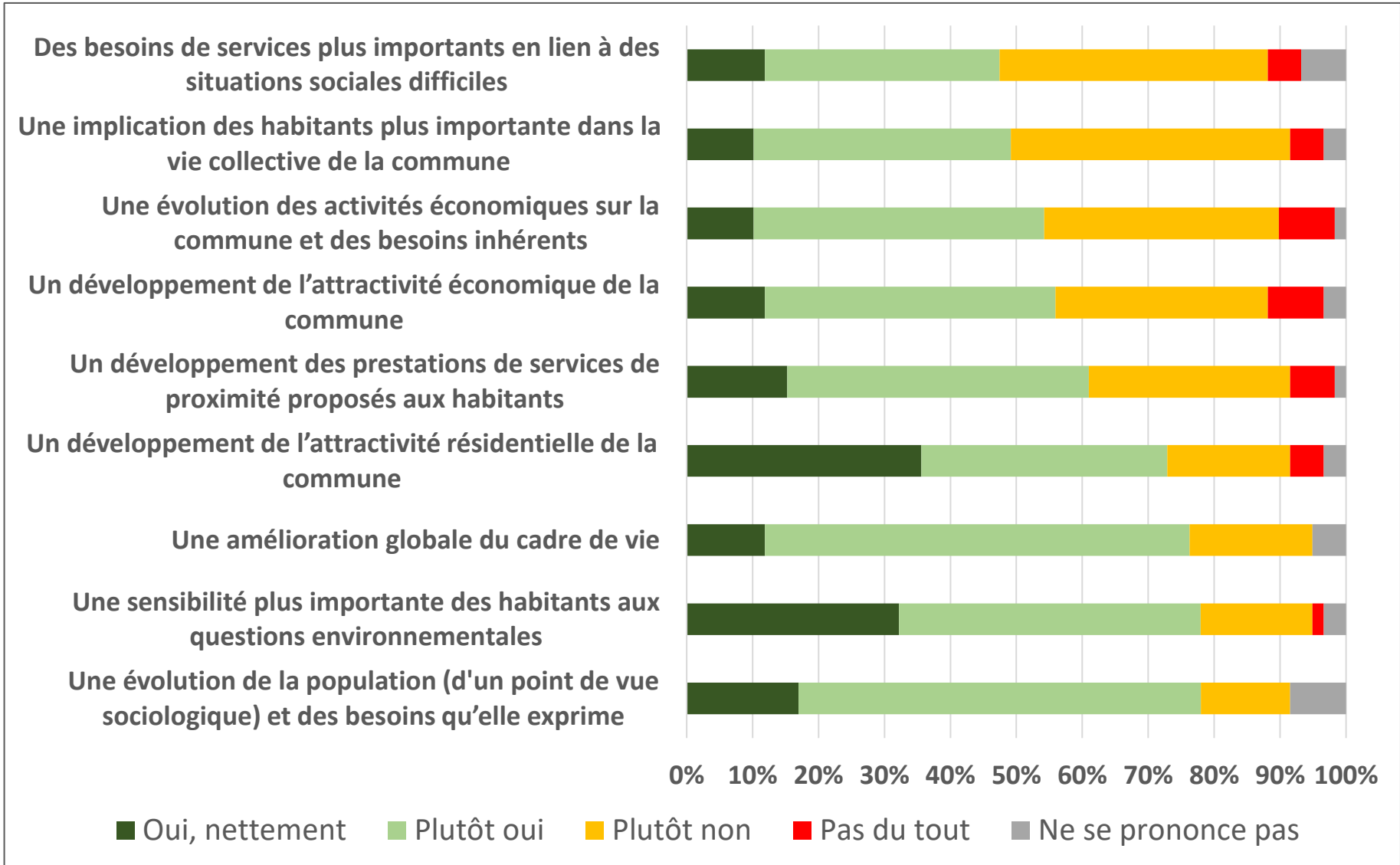


Définition : Un foyer ou une personne sont considérés « à bas revenus » quand leurs revenus sont égaux ou inférieurs à 60% du revenu médian des revenus par unité de consommation (RUC) équivalents. Exemples de situations « à bas revenus » en 2017 :

- Une personne seule est « à bas revenus » si ses revenus sont < 960€ .
- un couple sans enfant est « à bas revenus » si ses revenus sont < 1860€.
- un couple avec 2 enfants est « à bas revenus » si ses revenus sont < 2400€.

Quelles sont, à l'échelle de la commune, les évolutions majeures que vous percevez depuis 5 à 10 ans ?

Extrait Questionnaire élus



- Une **attractivité accrue** depuis la pandémie : déstabilisation du marché ; cette tendance peut-elle s'avérer pérenne ?
- « **On subit le marché** » à la(dé)faveur d'un couts foncier et immobilier attractif
- Une évolution sociologique importante
- Une relative « **déconnexion** » des logiques (contraintes) de développement urbains et de structuration des offres de services
- Une préoccupation dominante et très partagée : **l'animation de la vie locale / le lien social**
 - Le contexte singulier de la Covid qui souligne cette préoccupation
 - Des projets communaux qui font largement référence à cet enjeu
 - Des perceptions nuancées quant à « l'assise » des dynamiques associatives locales : existantes mais fragiles
- L'appréhension nuancée **des formes « urbaines »** de ce développement
 - Une appréhension nuancée des enjeux d'un habitat « plus compact »
 - La question de la rénovation des cœurs de ville / bourgs : villes-centre et ... ensemble des bourgs
 - L'émergence d'une réflexion (et de quelques projets locaux) sur les « prestations résidentielles » à proposer, au-delà du seul logement : espaces publics, espaces partagés (jardins, locaux, ...), ...

L'appréhension globale des perspectives de développement résidentiel du territoire

- *Le cadre structurant du **PLUI***
- *Structuration d'approches globales sur des « **parcours de vie** » (jeunesse ; vieillissement ; parcours résidentiels, ...)*
- *Programmations globales et concertées **en matière de logement** : logements locatifs, notamment sociaux, offre résidentielle appropriée au vieillissement, besoins spécifiques*
- *Prospective globale des **effectifs scolaires** ?*
- *Appréciation **des besoins et des prestations de services** souhaitables/possibles ?*

Une approche concertée des enjeux d'aménagement et de dynamisation des villes et bourgs centre : rénovation, espaces publics, services, ... ?

Animation de la vie locale ?

- *Quelle échelles ? Très grande proximité (quartier, rue) ; commune, bassins,*
- *Quelle modalités*
- *Quelles stratégie partagée possible ?*

Les services à la population

Les dispositifs en place, les besoins et enjeux

Principaux éléments de cadrage :

→ Une offre d'accueil globalement importante (grâce aux AssMat) mais qui ne répond pas à la demande et aux besoins d'accueil collectif :

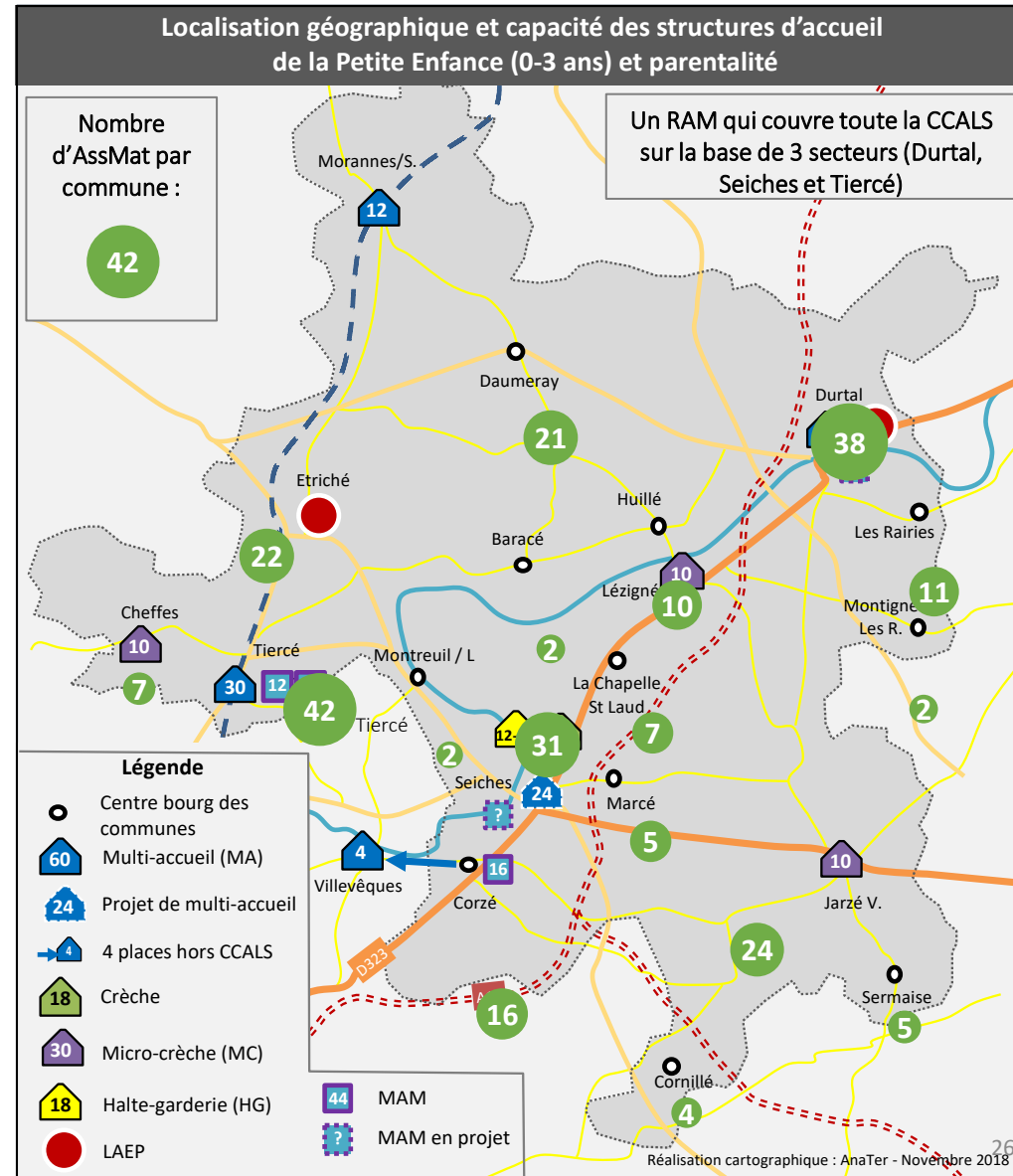
- Des structures saturées et des listes d'attente + Des parents qui en témoignent.
- Un travail d'accompagnement social très intéressant à travers les structures d'accueil collectif.

→ Le RAM, une réorganisation qui permet de coordonner et conforter l'action auprès des familles et des AssMat.

→ Le LAEP, un outil d'accompagnement à la parentalité qui fait ses preuves mais qui ne répond pas à tous les enjeux liés à l'accompagnement à la parentalité.

Un enjeu global de prévention, d'accompagnement social et d'accès/retour à l'emploi à travers le renforcement de l'offre collective sur le nord du territoire en particulier.

→ Un total de 914 enfants de 0-2 ans en 2019 sur la CCALS (-169 depuis 2009)



Principaux éléments de cadrage :

→ Une offre qui s'est bien structurée depuis 2-3 ans à travers le service communautaire (harmonisation du fonctionnement).

→ Une hausse globale de la fréquentation des structures depuis 2017 qui masque des écarts importants selon les ALSH.

→ Des locaux qui posent problème sur plusieurs sites (Trinottières, Durtal, Marcé...)

→ Des familles satisfaites mais dépendantes de ce service et qui limitent l'inscription de leurs enfants pour des raisons financières.

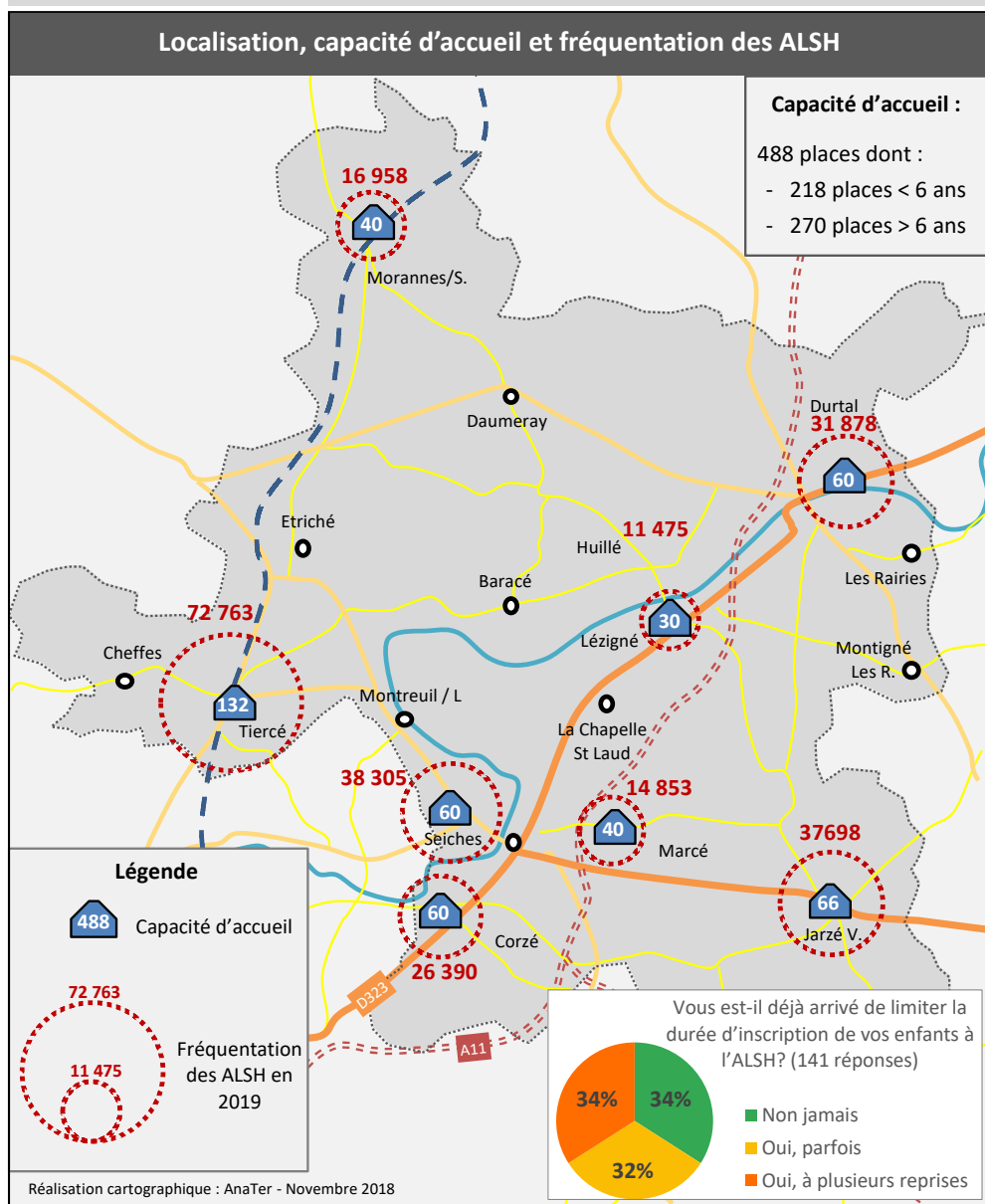
Des enjeux à différents niveaux :

→ Un enjeu d'amélioration des locaux à travailler en lien avec l'optimisation du maillage d'ALSH à l'échelle de la CCALS,

→ Un enjeu d'amélioration de l'accessibilité financière aux ALSH,

→ Un enjeu de définition d'un projet éducatif et de coordination des acteurs.

→ Un total de 3182 enfants de 3-11 ans en 2019 sur la CCALS (-88 depuis 2009)



Principaux éléments de cadrage :

→ **Une politique jeunesse qui s'est structurée depuis 2018** : une direction de service dédiée, des moyens humains supplémentaires, des partenariats locaux intéressants (collèges, asso. sport...), un PIJ.

→ Mais deux principales limites :

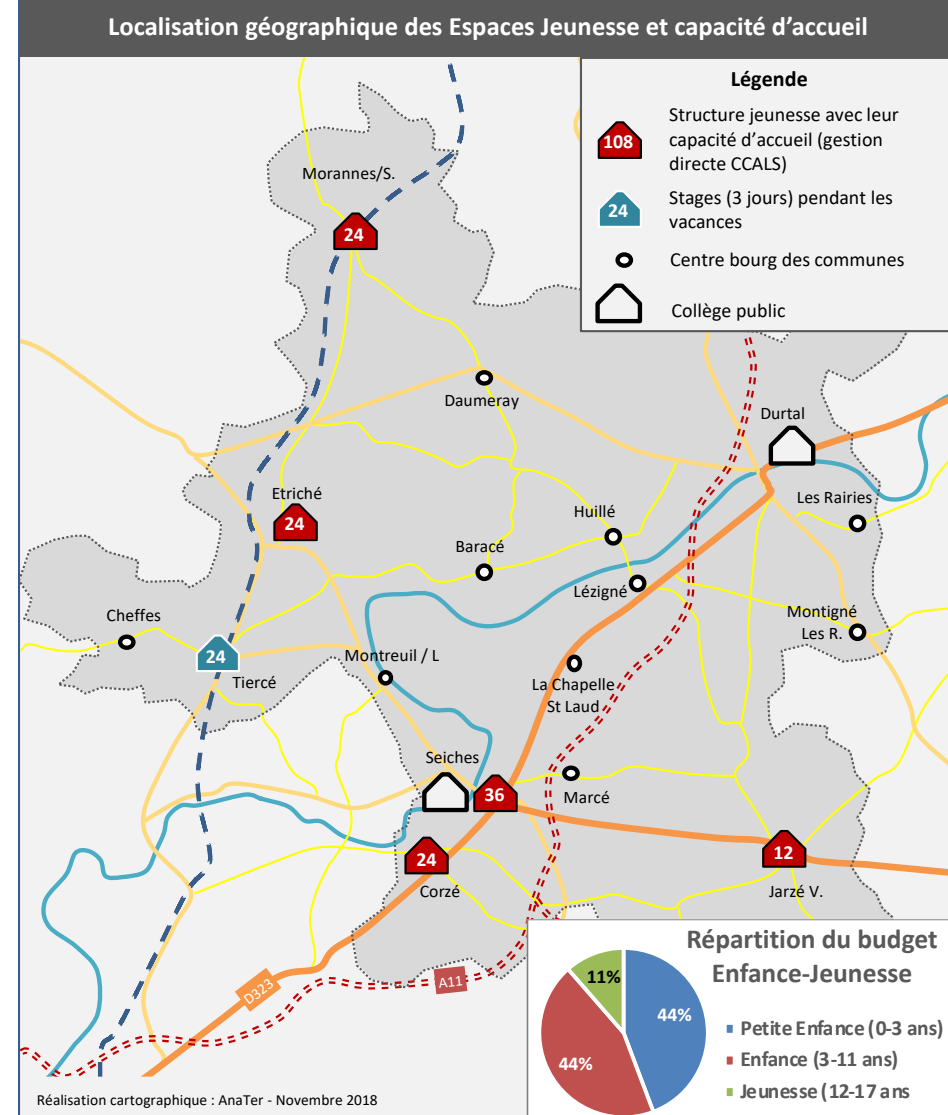
1. Un maillage de structures qui reste incomplet (Durtal et Tiercé),
2. Une action jeunesse encore reste trop centrée sur les structures existantes.

Des enjeux à deux niveaux :

→ **Des enjeux liés au renforcement des outils et des moyens dédiés à la jeunesse** : maillage locaux et moyens d'encadrement.

→ **Des enjeux liés au sens de la politique jeunesse développée en partenariat avec les acteurs du territoire dans la perspective d'actions collectives** : établissements scolaires, Mission Locale, MDS, CAF, Asso. sportives et culturelles...

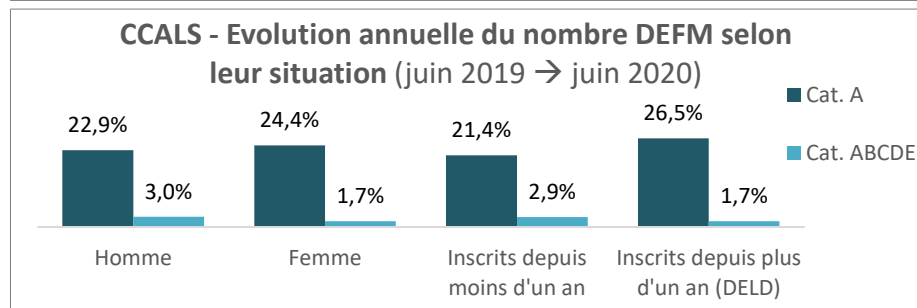
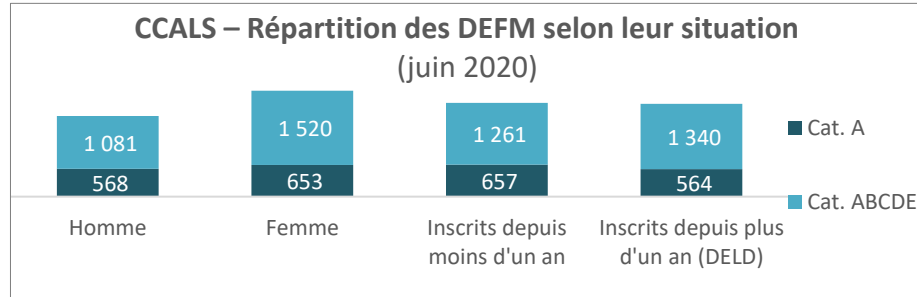
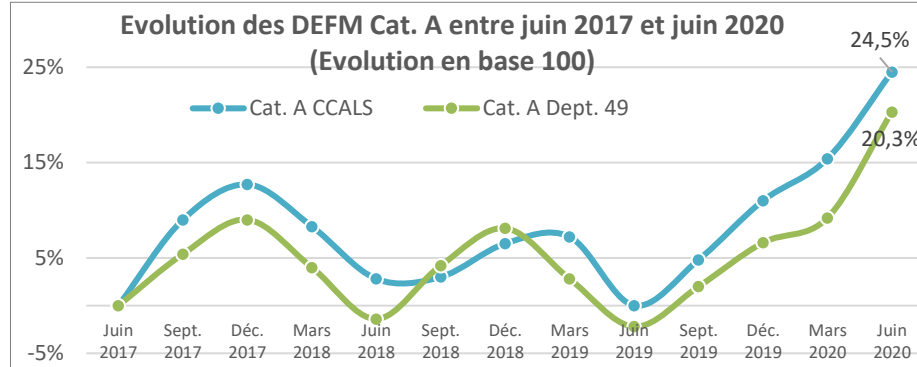
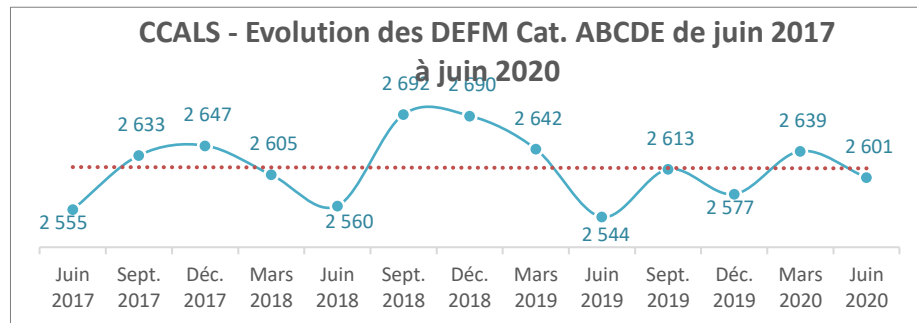
→ 1911 enfants de 12-17 ans en 2019 sur la CCALS (+440 depuis 2009)



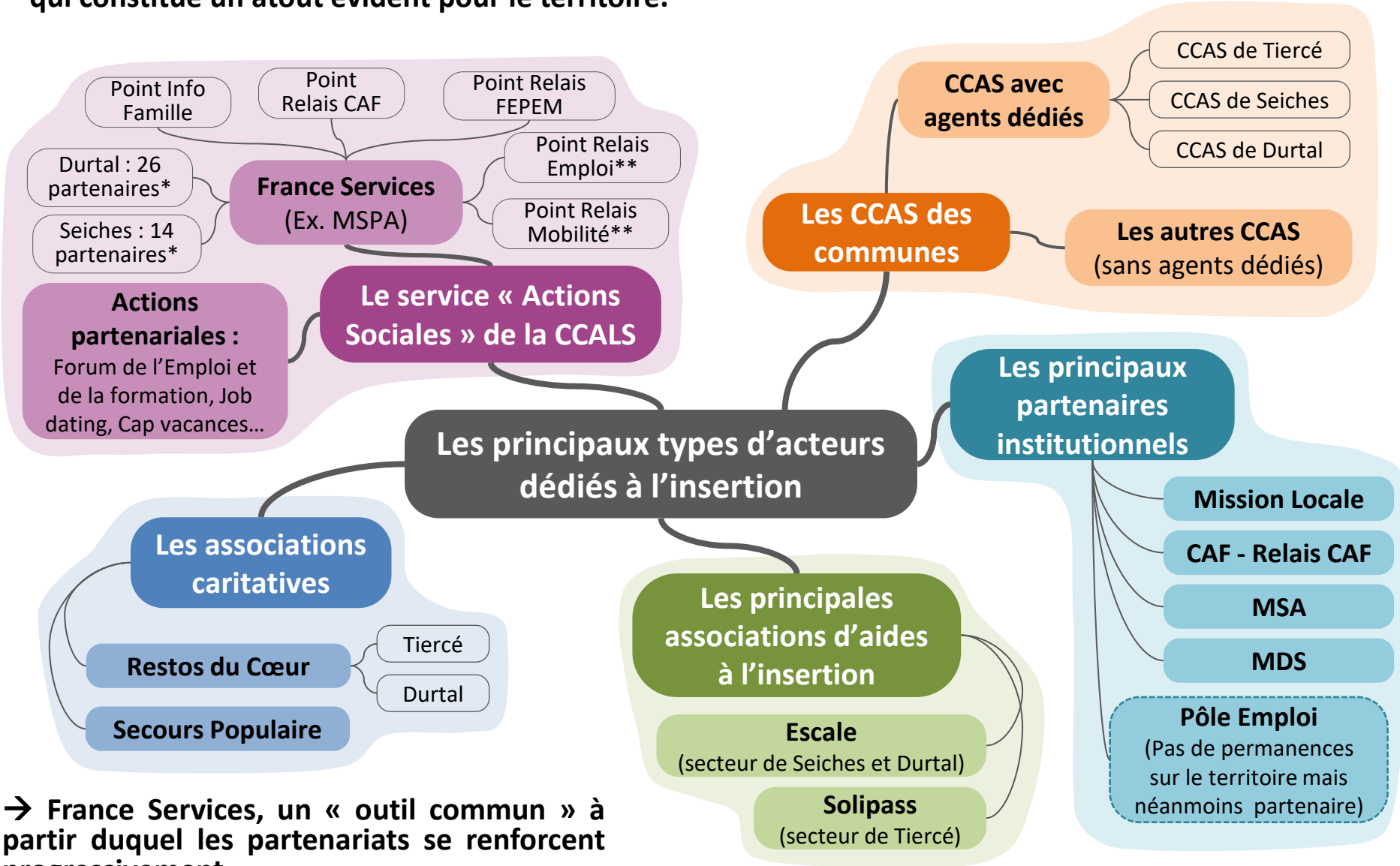
Éléments de cadrage liés au chômage

- Un total de 2600 demandeurs d'emploi (+500 en 7 ans),
- Une hausse du chômage depuis un an plus marquée qu'à l'échelle départementale notamment pour les catégories A.
- Une hausse du chômage qui touche toutes les tranches d'âges.
- Des effets de la crise sanitaire déjà très marqués pour les DEFM de Cat. A pour la période de mars à juin 2020, effets qu'il faudra poursuivre d'observer avec l'actualisation des données de Pôle Emploi début 2021.

D'une manière générale, des acteurs de l'insertion qui soulignent ses situations de fragilité souvent marquées par le cumul des problématiques (niveau de formation, santé, mobilité, ...) et qui ont des répercussions sur la sphère familiale (problématique éducative-parentalité).



- Une pluralité de partenaires institutionnels et d'acteurs locaux qui constitue un atout évident pour le territoire.



→ France Services, un « outil commun » à partir duquel les partenariats se renforcent progressivement.

Une série d'enjeux spécifiques qui renvoient à...

- **Un enjeu de repérage des publics en insertion** (les « invisibles ») afin de mieux les orienter vers les acteurs locaux
- **Un enjeu lié à la fracture numérique** à l'heure où de plus en plus de démarches administratives se dématérialisent.
- **Un enjeu de renforcement du maillage France Services**, notamment sur le secteur de Tiercé.
- **Un enjeu d'une présence renforcée des services de Pôle Emploi sur la CCALS** : Quid d'une permanence ?
- **Un enjeu d'engagement d'un travail collectif sur les problématiques et freins à l'emploi les plus prégnants** : La mobilité, la santé mentale, le logement, etc..
- **Un enjeu de renforcement des liens avec les acteurs économiques** pour travailler sur l'adéquation offre / demande d'emploi et les formations qui en découlent.



**... un enjeu plus global
mais néanmoins essentiel :**

**L'animation et la
coordination des acteurs
locaux de l'insertion** : Malgré
une vraie diversité d'acteurs,
les échanges entre eux très
insuffisamment structurés et
formalisés dans le cadre
d'actions collectives

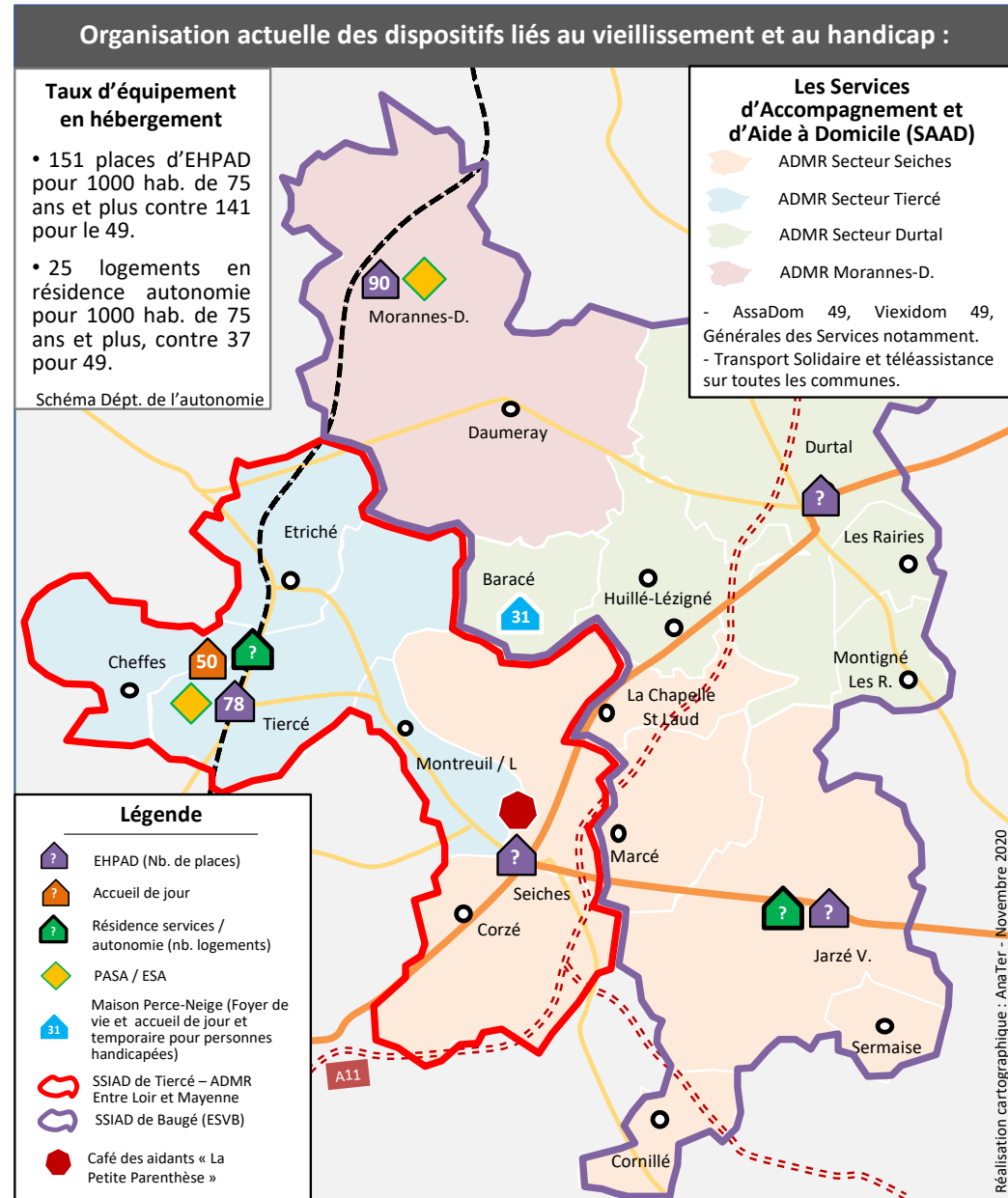
**→ Quid de l'action de la
CCALS sur ce champ ?**

Principaux éléments de cadrage :

- Une offre de structures d'hébergement assez développée mais qui reste peu diversifiée (notamment sur le handicap).
- Une structuration de services à dom. assez complète pas toujours harmonisée (ex. portage de repas à dom.)
- Un réseau d'acteurs assez intéressant mais peu coordonné à l'échelle de la CCALS.
- Une action communautaire qui fait la démonstration de l'intérêt d'un portage CCALS et d'une « action interservices ».

Des enjeux à différents niveaux :

- L'information, la communication et la fracture numérique : des réelles marges de progrès.
- L'adaptation des logements existants et le développement d'une offre adaptée en centre bourg,
- La coordination du réseau des acteurs locaux pour des actions collectives notamment de lutte contre l'isolement.



Cadrage /Perceptions:

- *L'affirmation du rôle déterminant des mairies*
- *Un regard globalement positif sur la MFS, ...*
- *... mais un intérêt pour une meilleure articulation des prestations. Une demande spontanée de « diffusion » (permanences, ..)*
- *Une préoccupation particulière sur la question de la médiation numérique. Des initiatives engagées dans certaines communes*

Quelques enjeux :

- *Optimiser l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement (AIOA) des habitants dans leurs parcours d'accès aux droits et aux services.*
- *Lisibilité et qualification globale de l'offre d'AIOA : articulation d'un premier niveau de grande proximité (mairies en particulier) et d'un second niveau plus « expert » (Maison France Service, ...)*
- *La médiation numérique*

Cadrage /Perceptions:

- *De très loin, première préoccupation des élus et des habitants en matière de services, en écho à une offre jugée insuffisante et inadaptée*
- *Une problématique récurrente, tant dans les relations du territoire à l'agglomération de d'Angers (et autres agglomérations périphériques) que pour les déplacements de proximité*
- *Une approche connectée aux enjeux énergétiques*

Quelques enjeux:

- *Cadre de réflexion stratégique en cours : bilan de l'existant / études sur hypothèses de prise de compétence (échelle / gouvernance)*
- *Quelques éléments de réflexions :*
 - *Associer les offres de mobilité aux offres de prestations : santé, accès aux droits, culture, ...*
 - *Perspective de maillages intermodaux à une échelle large ; notamment dans la gestion des déplacements domicile/travail très importants (vers Angers en particulier)*
 - *Développer et promouvoir un bouquet diversifié et multimodal d'offres de proximité*
 - *Rationalisation des mobilités individuelles ;*
 - *Ciblage particulier sur déplacements en vélo ? (liaison inter-villages : enjeu de sécurisation,; connexion avec l'itinérance cyclo-touristique) ...Un schéma départemental des liaisons douces en perspectives*
 - *Offres innovantes de mobilité collective ou collaborative ;*
 - *Information / accompagnement, ...*

Cadrage /Perceptions :

- Une offre territoriale plutôt dense et diversifiée depuis longtemps
- Des pratiques, des gouvernances et des initiatives très diversifiées : communautaires, communales, associatives...
- Une posture volontariste de la CCALS de prolonger les dynamiques préexistantes.

Quelques axes emblématiques :

- le réseau des bibliothèques
 - une mission d'éducation artistique et culturelle (adossée au CLEA)
 - le soutien à l'apprentissage de la musique
- Des connexions fortes, ... mais qui restent à caractériser et à structurer entre :
 - Fonctions de médiation culturelle / cohésion sociale
 - Fonctions d'attractivité (résidentielle ; touristique) et d'excellence
 - Fonction d'animation de la vie locale de proximité et d'engagement citoyen

Enjeux :

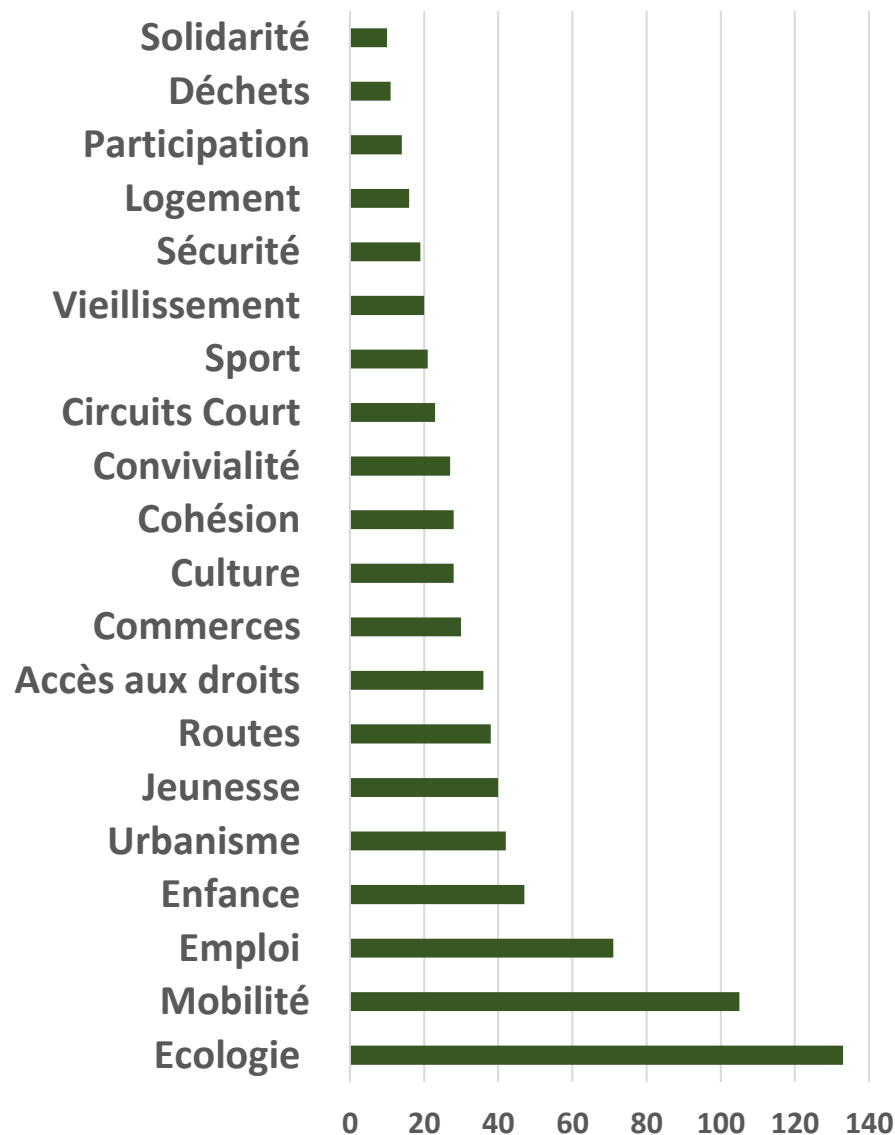
- La perspective d'un projet culturel de territoire ?
 - Une thématique potentiellement fédératrice
 - Pour éviter une approche fragmentaire
 - Pour articuler objectifs d'attractivité (dont tourisme) et objectif de cohésion sociale
 - Pour articuler initiatives locales et cadre collectif ?
- La perspective d'un projet sportif de territoire ? (apprentissage natation / animation sportive)

Les perceptions et les attentes des habitants

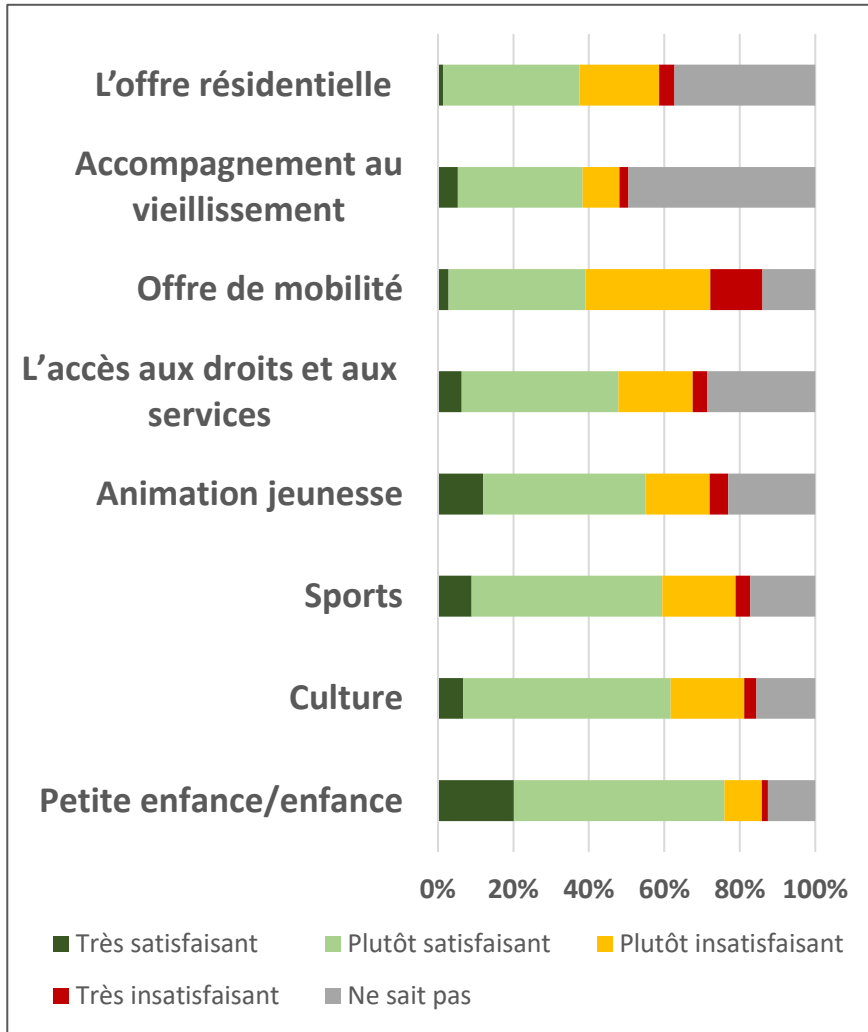
Extrait questionnaire habitants

Quels sont les trois sujets qui vous préoccupent le plus et auxquels le projet de territoire doit apporter des éléments de réponses ?

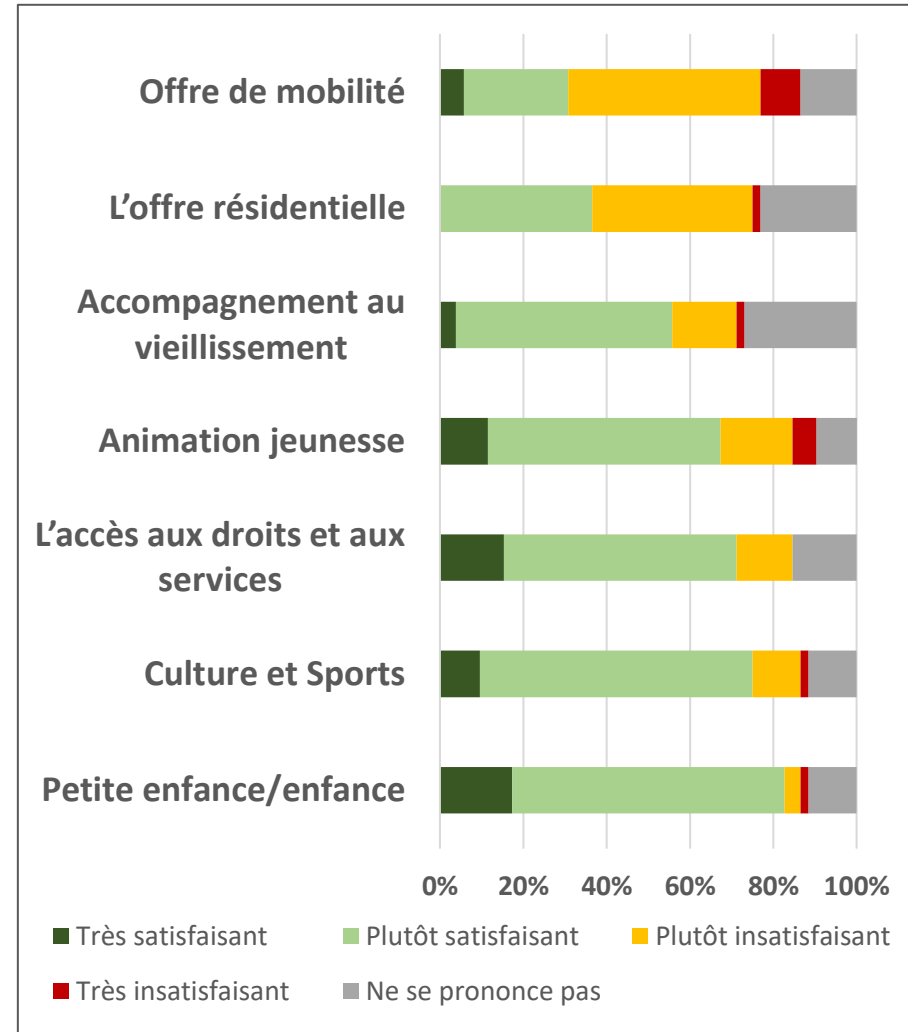
Sur 794 propositions



Quelle appréciation portez-vous sur les actions engagées sur le territoire par les communes et la CCALS ? Services à la population



Extrait Questionnaire habitants



Extrait Questionnaire élus

LA GLOBALITE DES PROJETS

- *L'affirmation d'un modèle social singulier ?*
- *Stratégie politique de positionnement ?*
- *L'affirmation des fonctions d'animation ?*

L'ACCESSIBILITE

- *Information / communication ?*
- *Fracture numérique ?*
- *Le maillage des équipements et les conditions de leur diffusion de proximité ; l'affirmation de logiques de bassins de proximité ; itinérance / réseaux de lieux, ... ?*
- *Un travail structurant sur l'organisation de l'AIOA ?*
- *La médiation, ... ?*

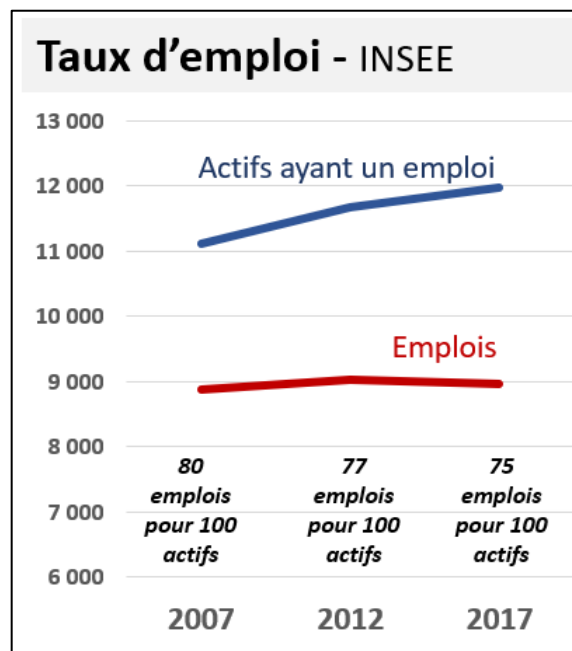
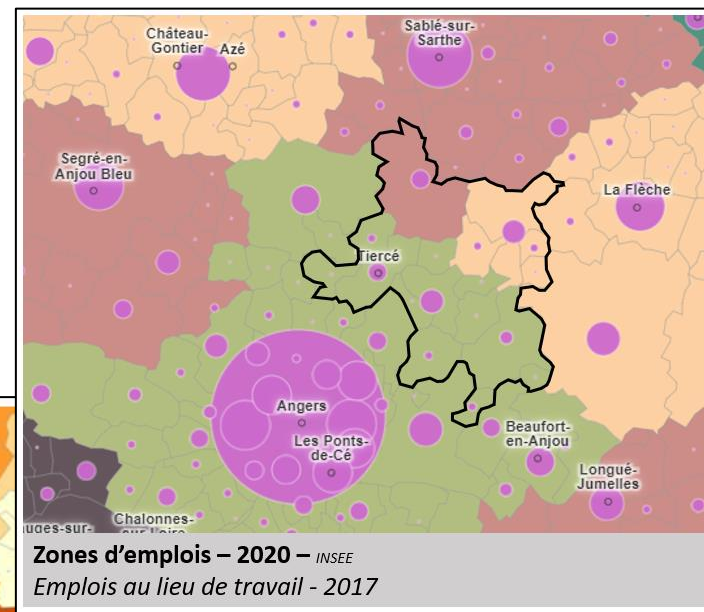
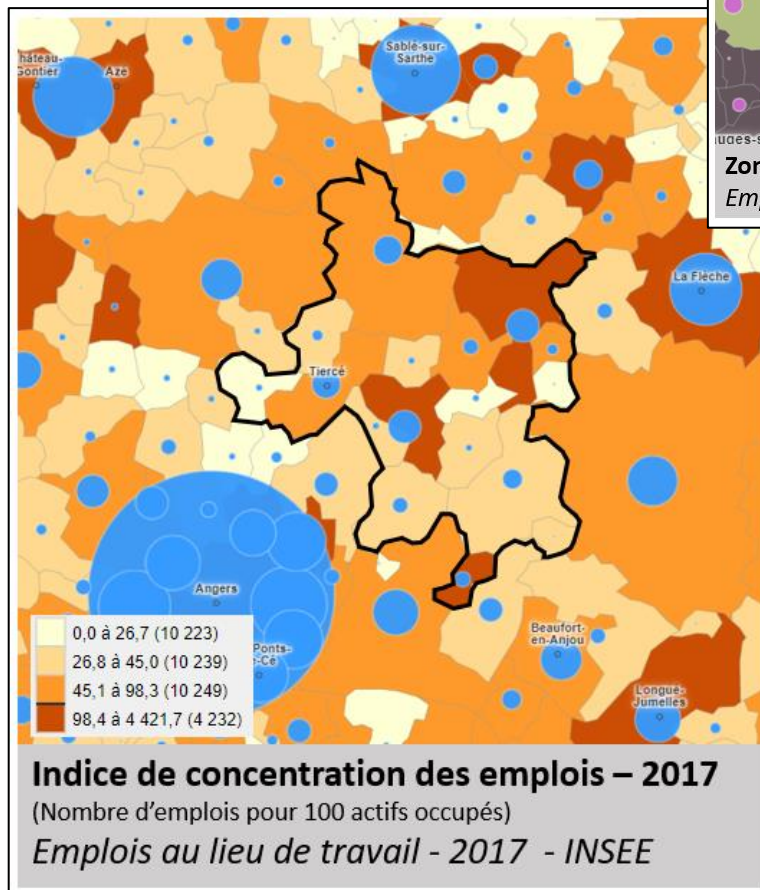
LA GOUVERNANCE

- *La transversalité des services communautaires ?*
- *La coordination des réseaux d'acteurs ?*
- *La participation ; l'implication des citoyens ?*

Les dynamiques économiques

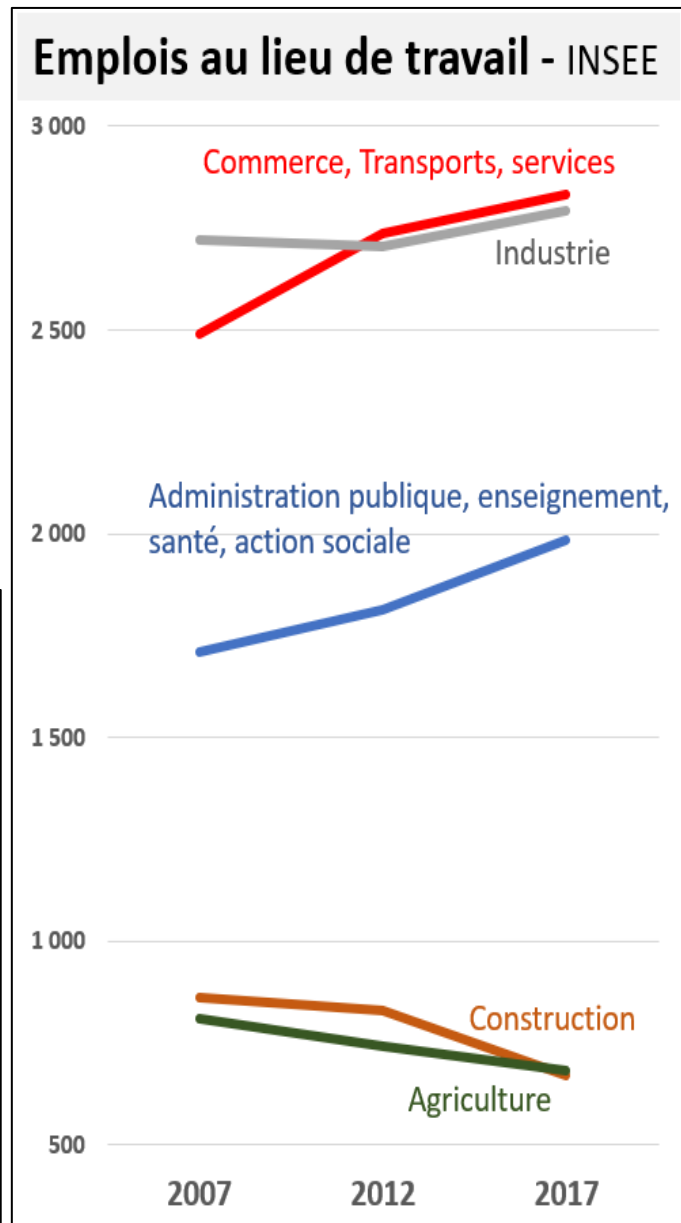
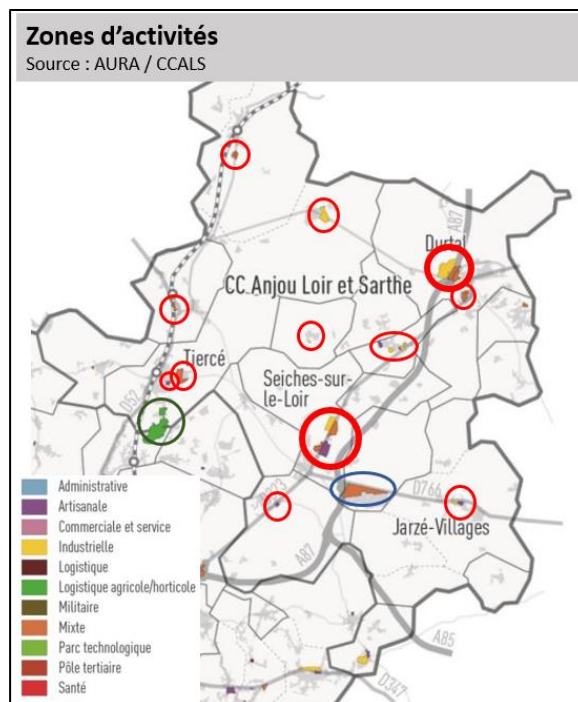
- Un territoire qui s'inscrit à l'interface des zones d'emplois d'Angers, Sablé-sur-Sarthe et La Flèche
- Une situation qui se traduit par une dynamique résidentielle plus importante que celle de l'emploi et par une **érosion progressive du taux d'emplois** (nombre d'emplois proposés sur un territoire par rapport au nombre d'actifs y résidant)

→ Pour autant, un positionnement économique qui reste affirmé et qui se concrétise par des **pôles de concentration très significatifs** (ZAE ou grandes entreprises)... même si 61% des emplois du territoire restent diffus.



- Une **orientation industrielle** forte qui représente plus de 2.800 emplois, en regain de développement entre 2012 et 2017 et avec d'importantes entreprises spécialisées notamment dans l'industrie agro-alimentaire et la fabrication de machines et d'équipements. Les activités liées **aux transports** sont aussi importantes
- Des activités de services qui tendent aussi à se développer de manière importante, dans une organisation urbaine plus diffuse, notamment sur des fonctions sociales et éducatives
- Un **territoire agricole**, avec des productions et des pratiques diversifiées et qui tendent à évoluer

- Des pratiques éprouvées en matière de foncier et d'immobilier d'activités industrielles et artisanales
- Des orientations émergentes en matière d'animation : accompagnement de réseaux, accompagnement, filière circuits courts, ...



Extrait Questionnaire élus

Quelle appréciation portez-vous sur les actions engagées sur le territoire par les communes et la CCALS ?
Développement économique

La promotion économique du territoire vers l'extérieur

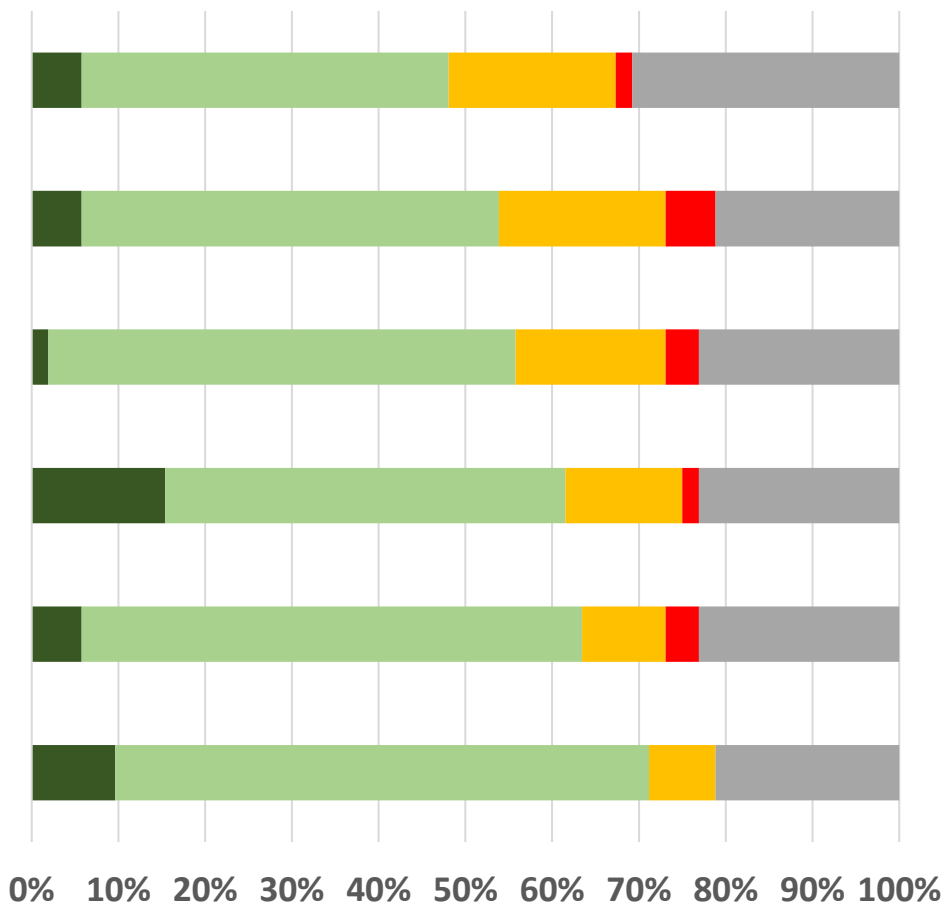
La contribution à la structuration de filières économiques locales ; l'animation des réseaux

Le développement et l'animation des activités commerciales et de services sur le territoire

Le soutien aux porteurs de projets, aux TPE et aux PME en développement

Le développement du tourisme sur le territoire (accueil, produits touristiques)

Le développement de terrains et de locaux de qualité pour les entreprises

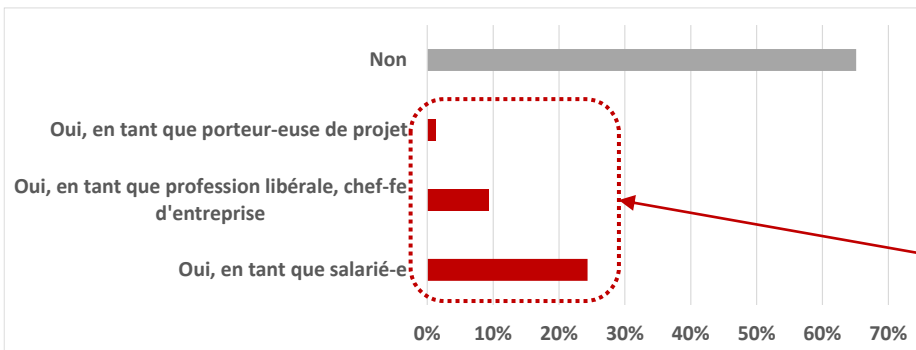


Très satisfaisant
 Plutôt satisfaisant
 Plutôt insatisfaisant
 Très insatisfaisant
 Ne se prononce pas

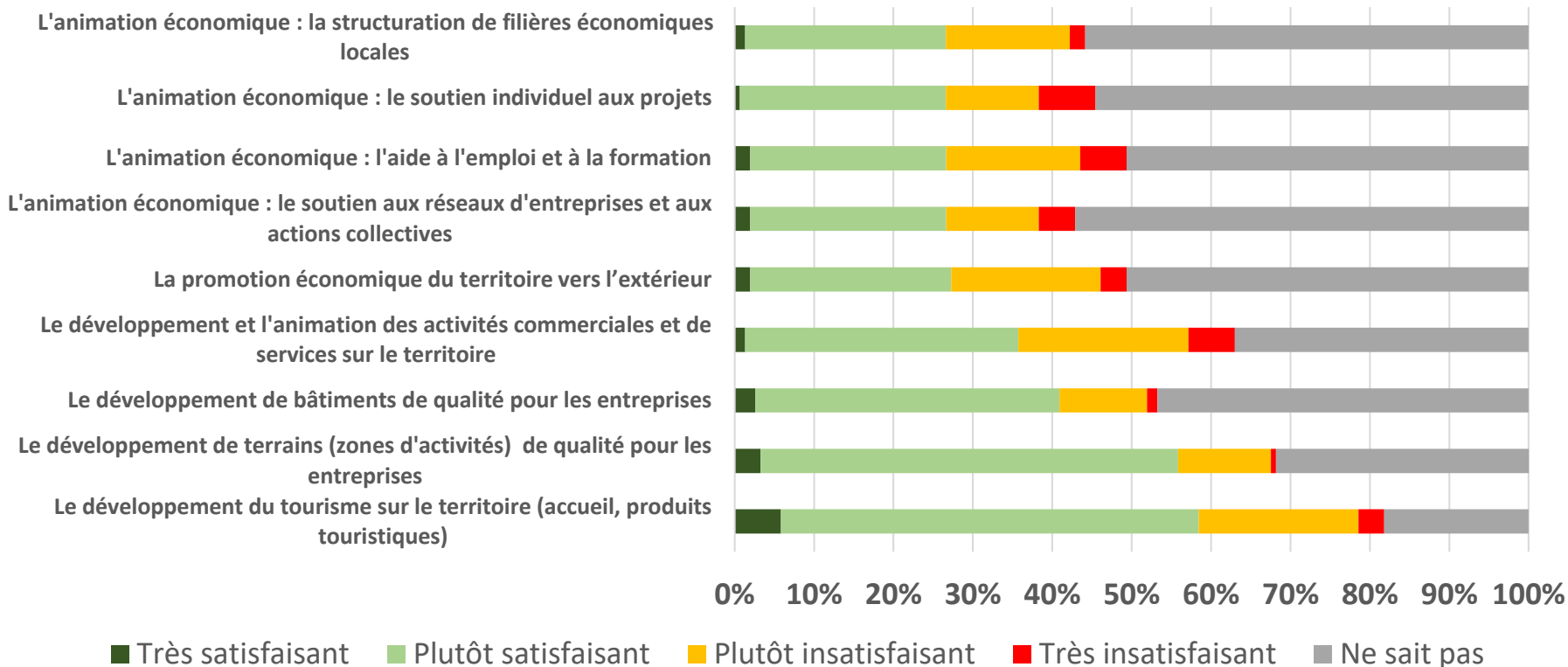
Avez vous une activité économique professionnelle sur le territoire de la communauté de communes ?

Extrait Questionnaire habitants

Quelle appréciation portez-vous sur les actions engagées sur le territoire par les communes et la CCALS ?
Développement économique



Sur 154 réponses environ



La poursuite des acquis en matière d'accompagnement aux reconversions / développements industriels, ... notamment au travers d'une adaptation / qualification des offres foncières et immobilières

- *Enjeux de requalification ?*
- *Enjeux stratégiques, de spécialisation, de concentration/diffusion ? Un schéma de ZA ?*

Le développement d'une approche de promotion et d'accompagnement d'une économie urbaine, en appui à la (re)vitalisation des centre-bourgs

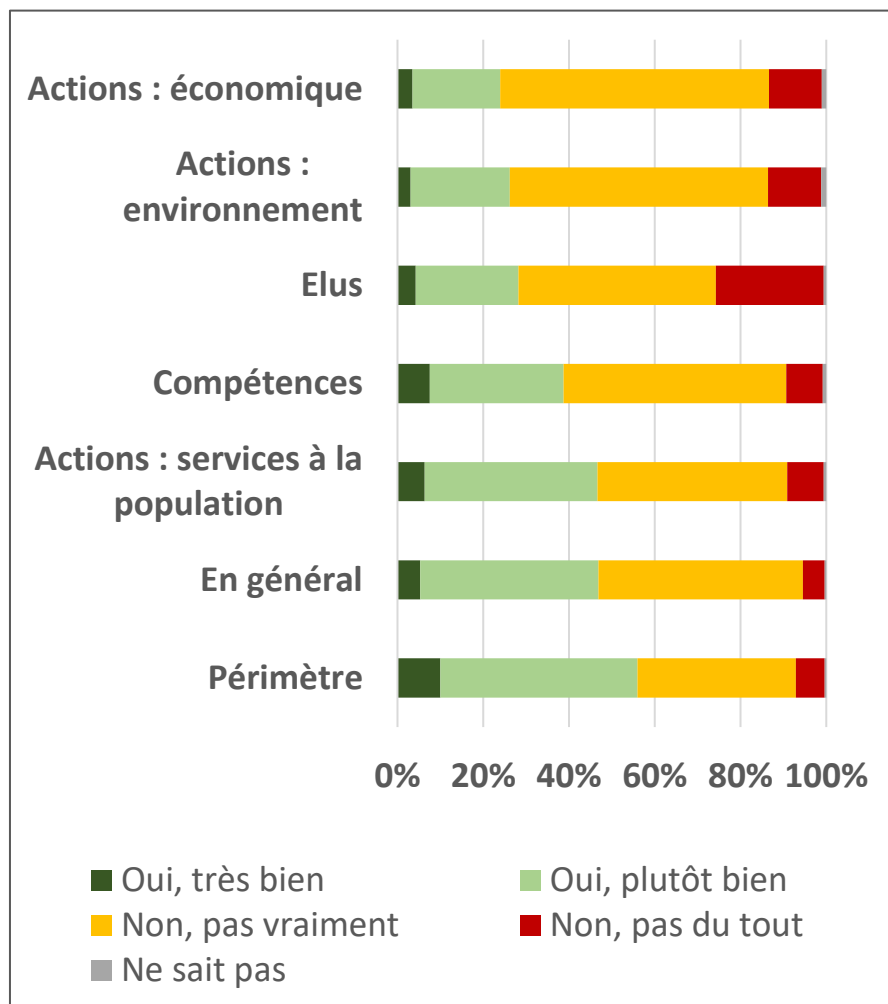
- *Tertiaire de proximité : projet structurant à Tiercé ; quelle offre diffuse complémentaire sur le territoire ? Quel maillage ?*
- *Travail sur évolution du modèle social et économique ?*
- *Accompagnement des offres commerciales et de services de grande proximité ?*
- *Rôle en matière d'emploi / formation ?*

Un positionnement volontariste en matière d'animation économique

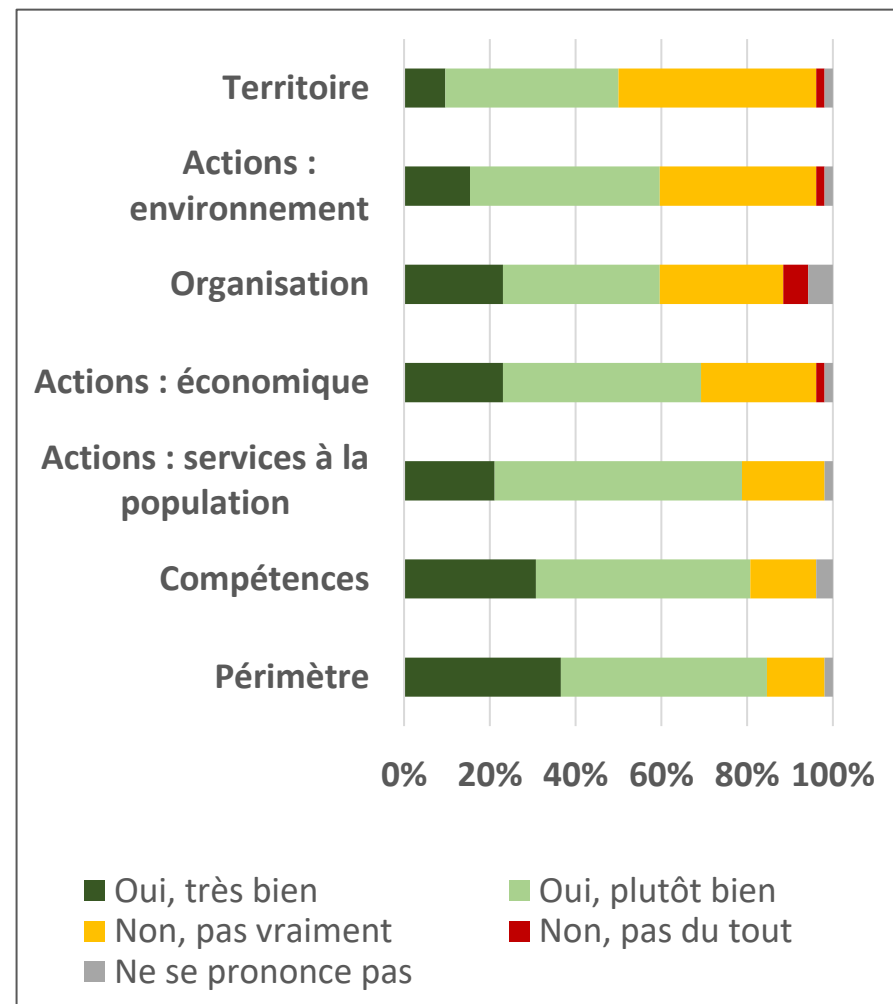
- *Perspective de la « Maison de l'économie » ; quelles missions ? quels moyens ?*
- *Une démarche volontaristes en matière de structuration de filières :*
 - *Circuits courts : déjà engagée. Occasion d'élargir la réflexion à vision stratégique d'accompagnement des transitions agricoles ?*
 - *Energie : axe majeur de développement ; rôle de la CC en matière de déploiement des ER ? perspectives de multiples connexions : PCAET*

La gouvernance

Pensez-vous bien connaître la communauté de communes Anjou Loir & Sarthe ?



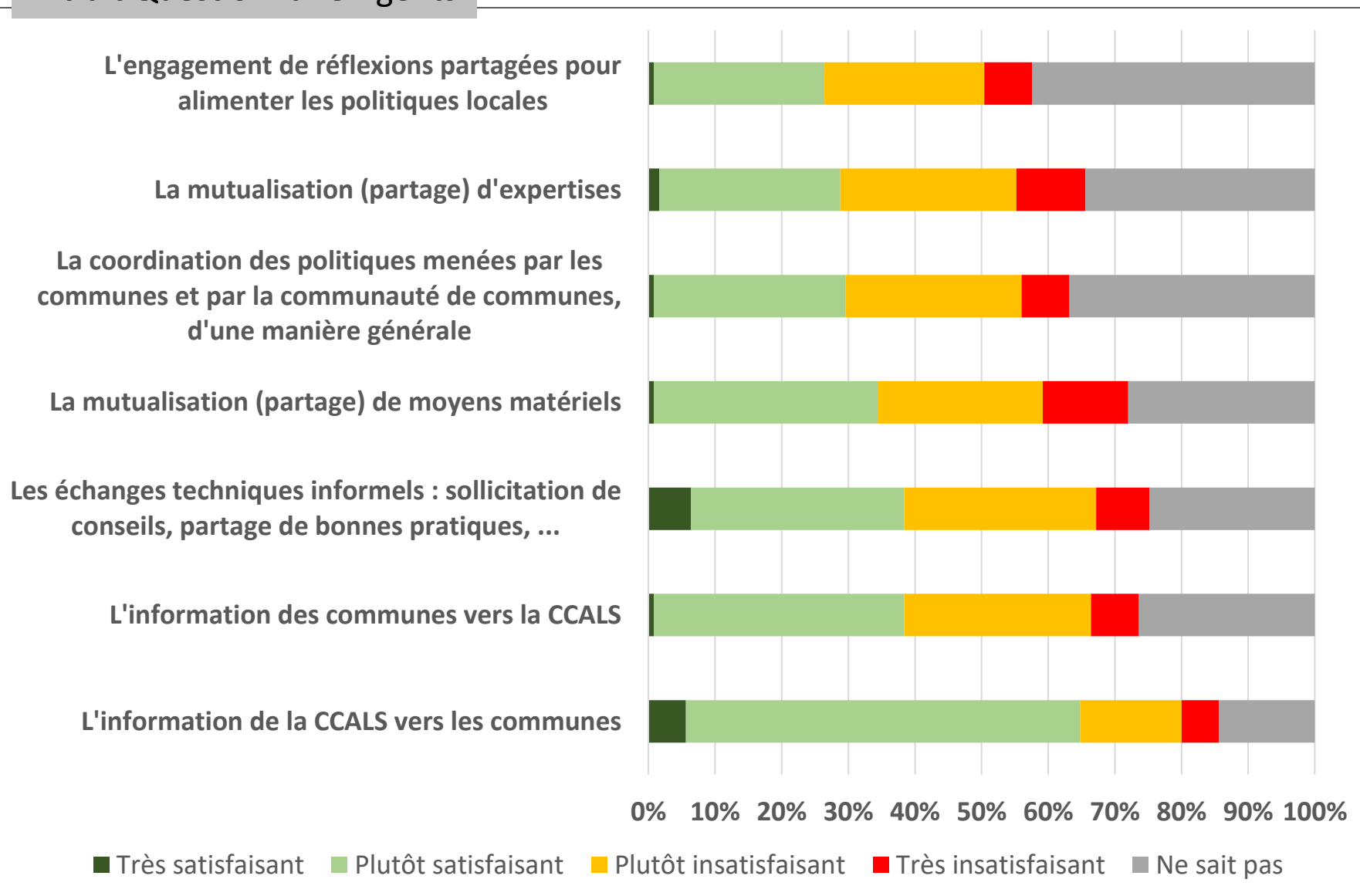
Extrait Questionnaire habitants



Extrait Questionnaire Elus

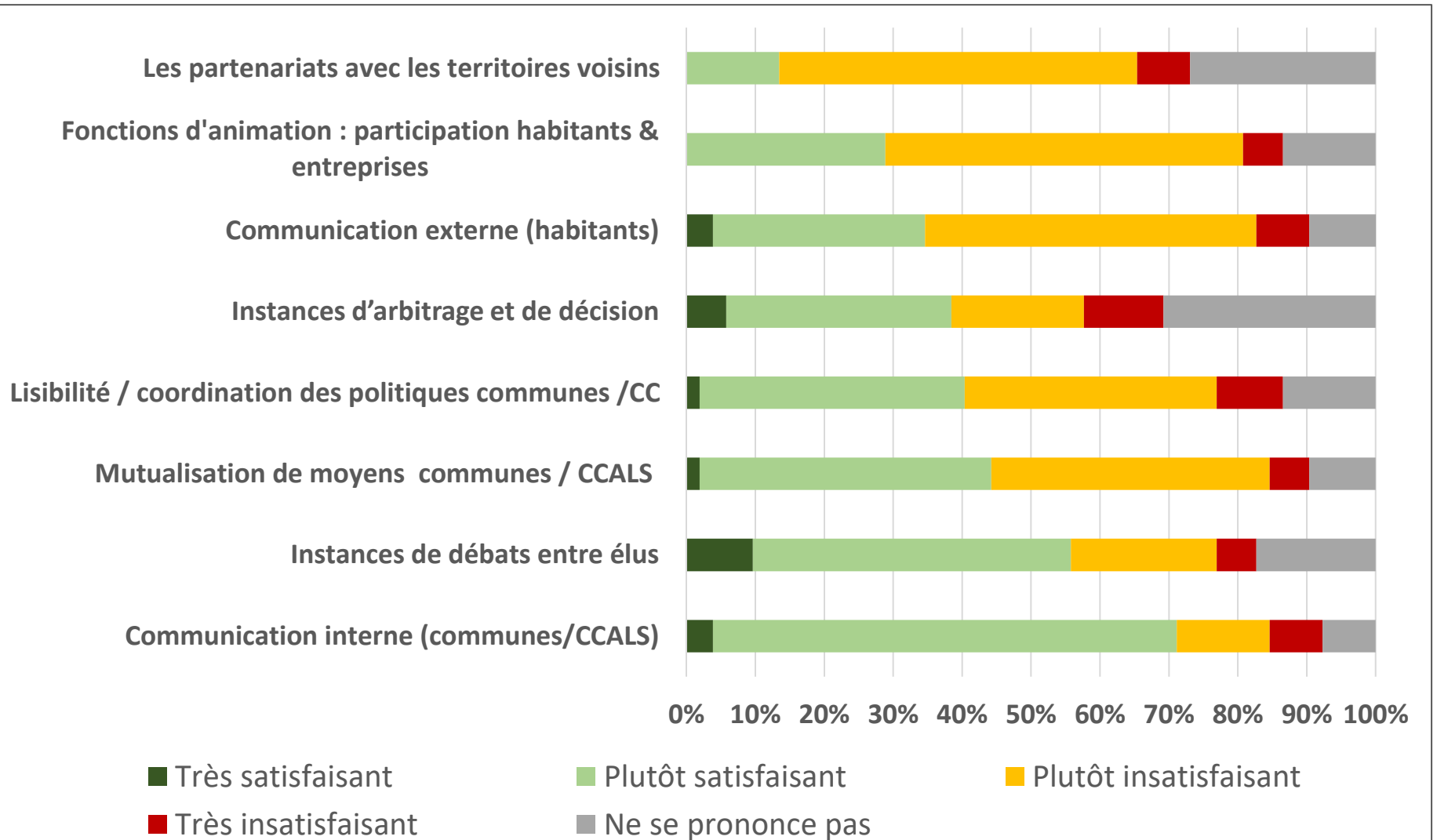
Quelle appréciation portez-vous sur les liens entre la CCALS et les communes ?

Extrait Questionnaire Agents



Extrait Questionnaire élus

Quelle appréciation portez-vous sur les politiques publiques locales engagées sur le territoire La qualité de la gouvernance



Des valeurs qui semblent se dégager et auxquelles la « gouvernance » peut apporter des éléments de réponses

- *Un projet de territoire partagé par les communes et la CC, dans les intentions et les outils de mise en œuvre*
- *L'affirmation d'une identité et d'une cohésion structurées avant tout par la caractérisation d'un **projet social et économique** partagés*
- *L'affirmation des enjeux **d'accessibilité et de proximité***
- *Une fonction **d'animation du territoire** qui doit s'accroître progressivement*

**Un outil à valoriser :
le pacte de
gouvernance ?**

Trois questionnements généraux

- *La relation Communes / Communauté de communes dans la détermination et la mise en œuvre des politiques locales*
- *La territorialisation des politiques ? Prise en considération des bassins de proximité ?*
- *La participation ; la coordination des acteurs*

Quelques chantiers émergents .. à approfondir en lien aux objectifs du projet

- *Partage des compétences / Intérêt communautaire : des enjeux ciblés pour certaines nouvelles prises de compétences ou redéfinition de l'intérêt communautaire de compétences partagées*
- *La mutualisation : fonctions stratégiques / fonctions opérationnelles*
- *L'implication de l'ensemble des élus du territoire*
- *L'évolution des instances organisationnelles*
- *Les outils de participation citoyenne : communication / Consultation / Concertation et animation du débat local / Outils de co-construction / cogestion ?*

Etat des lieux financier et rétrospective financière de la Communauté de communes Anjou Loir & Sarthe et de ses communes

La présente étude financière, inscrite dans le cadre de la définition du projet politique, se décompose en deux étapes :

- **Une 1^{ère} phase, relative à l'état des lieux financier de la CCALS et de ses communes** membres, constituant un diagnostic préalable de début de mandat et permettant aux élus d'appréhender la « santé » financière de leur collectivité, dans un souci de pédagogie et de compréhension globale des enjeux de l'interdépendance financière entre les deux échelons territoriaux ;

Pour ce qui des communes membres, l'analyse porte sur une rétrospective financière s'étalant de 2017 à 2019, sur la base des principaux ratios de niveaux et permettant de comparer la situation de chacune des communes à celle des communes de même strate démographique.

Chaque commune disposera d'une synthèse financière et d'une note explicative

PUIS,

- **Une 2^{ème} phase d'analyse financière prospective de la CCALS 2021 / 2023**, préparatoire au DOB 2021 et permettant de dégager les capacités d'investissement à venir de la collectivité.

GLOSSAIRE DES ACRONYMES ET SIGLES

AC : Attributions de compensation

AE2F : Analyse des équilibres financiers fondamentaux

CAF : Capacité d'autofinancement

CCALS : Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe

CFE : Cotisation foncière des entreprises

CIF : Coefficient d'intégration fiscale

CVAE : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

DDFIP : Direction départementale des finances publiques

DRF : Dépenses réelles de fonctionnement

DGF : Dotation globale de fonctionnement

FPIC : Fonds de péréquation sur les recettes intercommunales et communes

IFER : Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

RRF : Recettes réelles de fonctionnement

TASCOM : Taxe sur les surfaces commerciales

TAFNB : Taxe additionnelle sur le foncier non bâti

TH : Taxe d'habitation

TFB : Taxe sur le foncier bâti

TFNB : Taxe sur le foncier non bâti.

Rétrospective financière synthétique 2017 – 2019 des communes membres

La rétrospective financière opérée entre 2017 et 2019 met en lumière trois catégories de collectivité au sein de la CCALS :

Situation financière correcte, voire très correcte	Situation financière plutôt correcte mais des facteurs de prudence méritent d'être soulignés	Situation financière tendue, voire très tendue sur la période analysée
<p>BARACE CORZE DURTAL ETRICHE HUILLE LEZIGNE JARZE VILLAGES LES RAIRIES MORANNES SUR SARTHE DAUMERAY SEICHES SUR LE LOIR TIERCE</p>	<p>CHEFFES CORNILLE LES CAVES LA CHAPELLE SAINT LAUD MARCE MONTIGNE LES RAIRIES MONTREUIL SUR LOIR</p>	<p>SERMAISE</p>



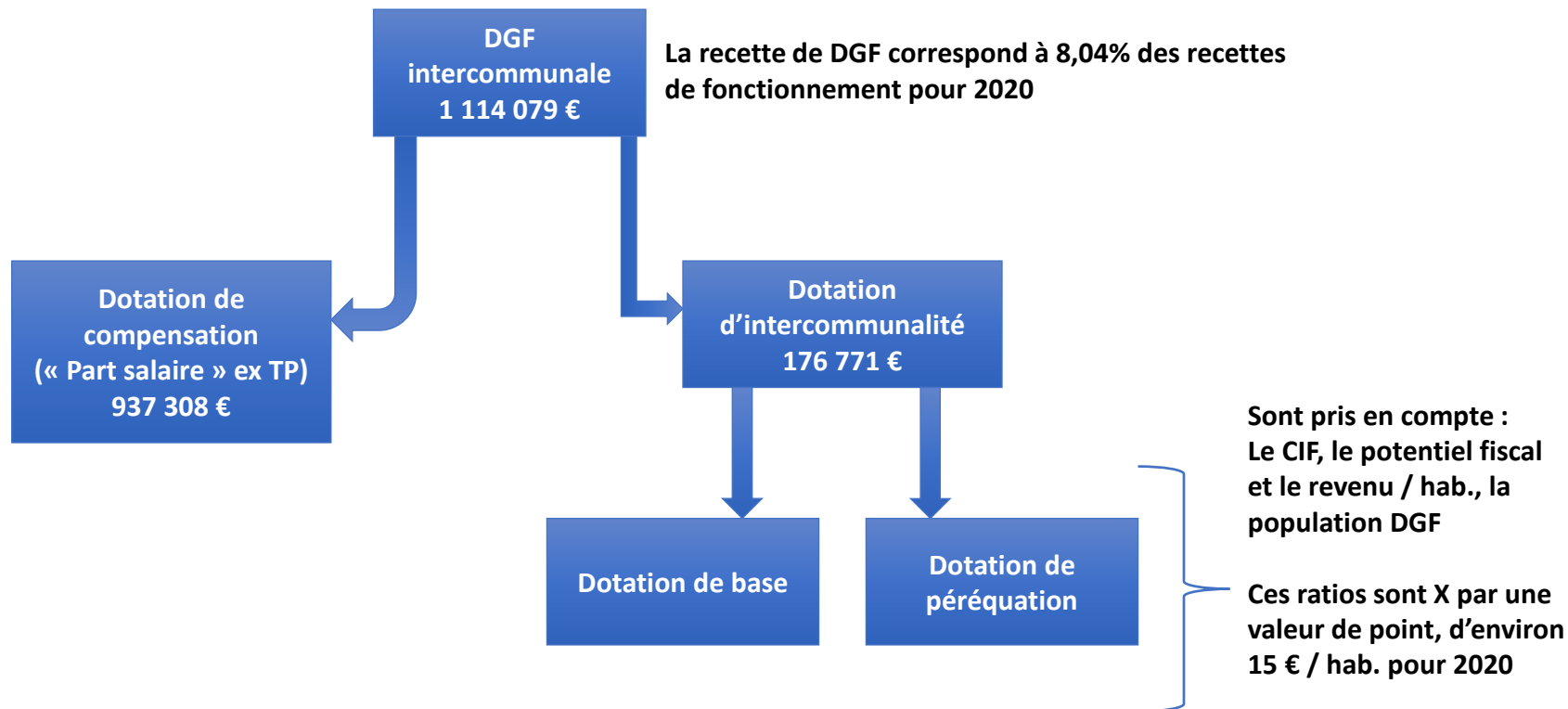
Rétrospective financière de la Communauté de communes

La dynamique d'intégration par le prisme du CIF (Coefficient
d'intégration fiscale)

Conséquences sur la DGF intercommunale

La dynamique d'intégration par le prisme du CIF (Coefficient d'intégration fiscale) Conséquences sur la DGF intercommunale

Architecture de la DGF de la CCALS



La dynamique d'intégration par le prisme du CIF (Coefficient d'intégration fiscale)

Conséquences sur la DGF intercommunale

- Le CIF mesure « l'intégration » d'un EPCI et constitue un ratio de calcul de la dotation d'intercommunalité, composante de la dotation globale de fonctionnement
- Schématiquement, le CIF est le rapport entre la fiscalité intercommunale minorée des attributions de compensation et la somme consolidée de la fiscalité intercommunale et communale.

$$\text{CIF} : (\text{Fiscalité intercommunale} - \text{AC}) / (\text{Fiscalité intercommunale} + \text{Fiscalité communale})$$

- Si les attributions de compensation diminuent, le CIF augmente : la dotation d'intercommunalité est plus attractive
- Si les attributions de compensation augmentent, le CIF diminue : la dotation d'intercommunalité est moins attractive
- En 2020, le CIF moyen d'une CA est de 0,37 (37% d'intégration), le CIF moyen d'une CC en FPU est de 0,38 (38% d'intégration)
 - En 2020, le CIF de la CC ALS s'établit à 0,36 : elle s'inscrit dans la trajectoire de la moyenne nationale depuis 2017 (V. planches suivantes)

Architecture du CIF de la CC ALS pour 2020

		NUMERATEUR		DENOMINATEUR	
		Produit fiscal EPCI (1)	4 660 586 €	Produit fiscal EPCI (1)	4 660 586 €
Produit de la REOM		Produit financement des OM (2)	1 900 366 €	Produit financement des OM + Produits OM communes et syndicats (2)	1 900 366 €
Compensation part salaire ex TP		Dotation de compensation pour CIF (3)	954 764 €	Dotation de compensation pour CIF (3)	954 764 €
		AC négatives (4)	0 €	AC négatives (4)	0 €
Panier de recettes ex TP		FNGIR, DCRTP, IFER, TASCOM, CVAE, TAFNB (5)	2 169 078 €	FNGIR, DCRTP, IFER, TASCOM, CVAE, TAFNB (5)	2 169 078 €
				FNGIR, DCRTP, IFER, TASCOM, CVAE, TAFNB des communes membres (6)	0 €
		AC positives (6)	1 968 914 €	Produit fiscal communes TH, TFB, TFNB, CFE (7)	11 416 443 €
		TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5) - (6)	7 715 880 €	TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5) + (6) + (7)	21 101 237 €
		CIF : 0,365660			

La dynamique d'intégration de la CCALS – CIF et dotation d'intercommunalité

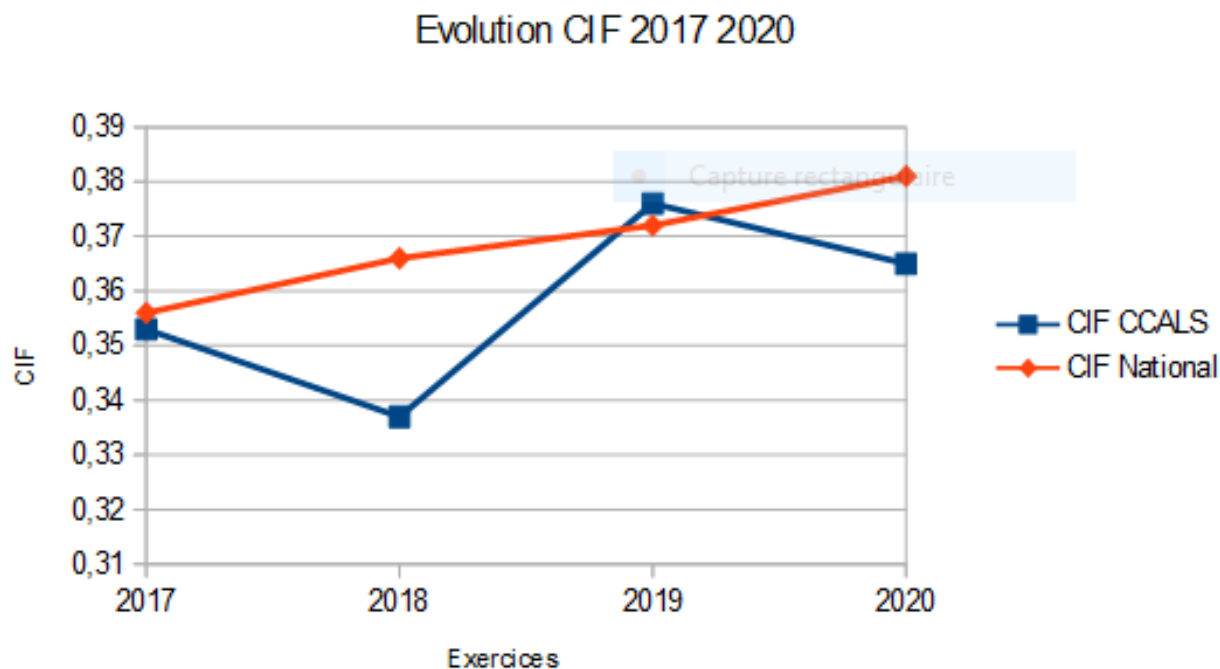
	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
Population DGF	28 510 hab.	28 627 hab.	28 738 hab.	28 881 hab.
Potentiel fiscal / hab.	314,60 € / hab.	327,51 € / hab.	333,82 € / hab.	335,09 € / hab.
Moyenne nationale	271,80 € / hab.	284,14 € / hab.	€ / hab.	300,53 € / hab.
CIF	0,353430	0,337486	0,376647	0,365660
Moyenne nationale	0,356669	0,366753	0,372909	0,381029
Dotation d'intercommunalité (1)	141 417 €	144 807 €	159 905 €	176 771 €*
Dotation / hab.	4,96	5,06	5,56	6,12
Dotation de compensation (2)	998 043 €	977 202 €	954 764 €	937 308 €
TOTAL DGF = (1) + (2)	1 139 460 €	1 122 009 €	1 114 669 €	1 114 079 € **
DGF / hab.	39,97 €	39,19 €	38,78 €	38,57 €

* La recette de dotation d'intercommunalité, pour 2020 correspond à 1,27 % des recettes réelles de fonctionnement

** La recette de DGF intercommunale, pour 2020, correspond à 8,04 % des recettes réelles de fonctionnement

La dynamique d'intégration par le prisme du CIF (Coefficient d'intégration fiscale) Conséquences sur la DGF intercommunale

Graphe DGF et CIF



	2017	2018	2019	2020
DGF intercommunale	1 139 460 €	1 122 009 €	1 114 669 €	1 114 079 €
Recettes réelles de fonctionnement (RRF)	14 205 503 €	13 441 487 €	14 315 726 €	13 855 339 €
% DGF / RRF	8,02 %	8,34 %	7,78 %	8,04 %

Attributions de compensation – AC définitives 2019 / AC provisoires 2020

Communes membres	AC définitives 2019	AC provisoires 2020
CORNILLE LES CAVES	113 846 €	135 599 €
CORZE	112 333 €	112 333 €
HUILLE-LEZIGNE	177 293 €	177 293 €
JARZE VILLAGES	101 352 €	95 860 €
LA CHAPELLE SAINT LAUD	5 748 €	5 748 €
MARCE	42 002 €	45 002 €
MONTREUIL SUR LOIR	4 421 €	10 586 €
SEICHES SUR LE LOIR	218 888 €	218 888 €
SERMAISE	- 7 140 €	- 7 140 €
BARACE	- 12 067 €	- 5 902 €
CHEFFES	- 18 546 €	- 7 625 €
ETRICHE	28 027 €	37 439 €
TIERCE	- 95 480 €	- 58 117 €
MORANNES SU SARTHE DAUMERAY	330 383 €	330 383 €
DURTAL	784 993 €	784 993 €
LES RAIRIES	71 610 €	71 610 €
MONTIGNE LES RAIRIES	2 832 €	2 832 €
TOTAL	1 860 496 €	1 946 782 €

Éléments de synthèse relatifs à la fiscalité intercommunale

TAXES 2019	Bases réelles	Taux	Taux moyen national 2019	Produit réel
Taxe d'habitation	22 647 712 €	8,53 %	5,69 %	1 931 850 €
Taxe foncière (bâtie)	25 608 656 €	0 %	5,56 %	0 €
Taxe foncière (non bâtie)	2 312 267 €	1,83 %	13,66 %	42 314 €
CFE	12 925 300 €	20,84 %	24,93 %	2 693 633 €
TOTAL				4 667 797 €

Des taux de fiscalité, en dehors de la TH, très inférieurs à la moyenne nationale des CC en FPU pour 2019.

TAXES 2020	Bases prévisionnelles	Taux	Produit prévisionnel
Taxe d'habitation	23 042 000 €	/ (8,53%)	1 965 483 € (Réforme fiscale : perception produit sur taux 2019)
Taxe foncière (bâtie)	26 132 000 €	0 %	0 €
Taxe foncière (non bâtie)	2 406 000 €	1,83 %	44 030 €
CFE	13 490 000	20,84 %	2 811 316 €
TOTAL			4 820 829 €

Compensation

Eléments de synthèse relatifs à la fiscalité intercommunale

A compter de 2021, le montant de la compensation pour la CC ALS sera égal à la somme des termes suivants :

- Le produit entre la base d'imposition intercommunale de la TH sur les résidences principales de 2020 et le taux intercommunal appliqué en 2017 sur le territoire de la CC ;
- Le montant des compensations d'exonérations de TH versé à la CC en 2020 ;
- Le montant annuel moyen du produit des rôles supplémentaires de TH sur les résidences principales émis au profit de la CC en 2018, 2019 et 2020.

Fraction du produit net de TVA

**Fraction = Produit net de TVA N-1 / montant
de la compensation**

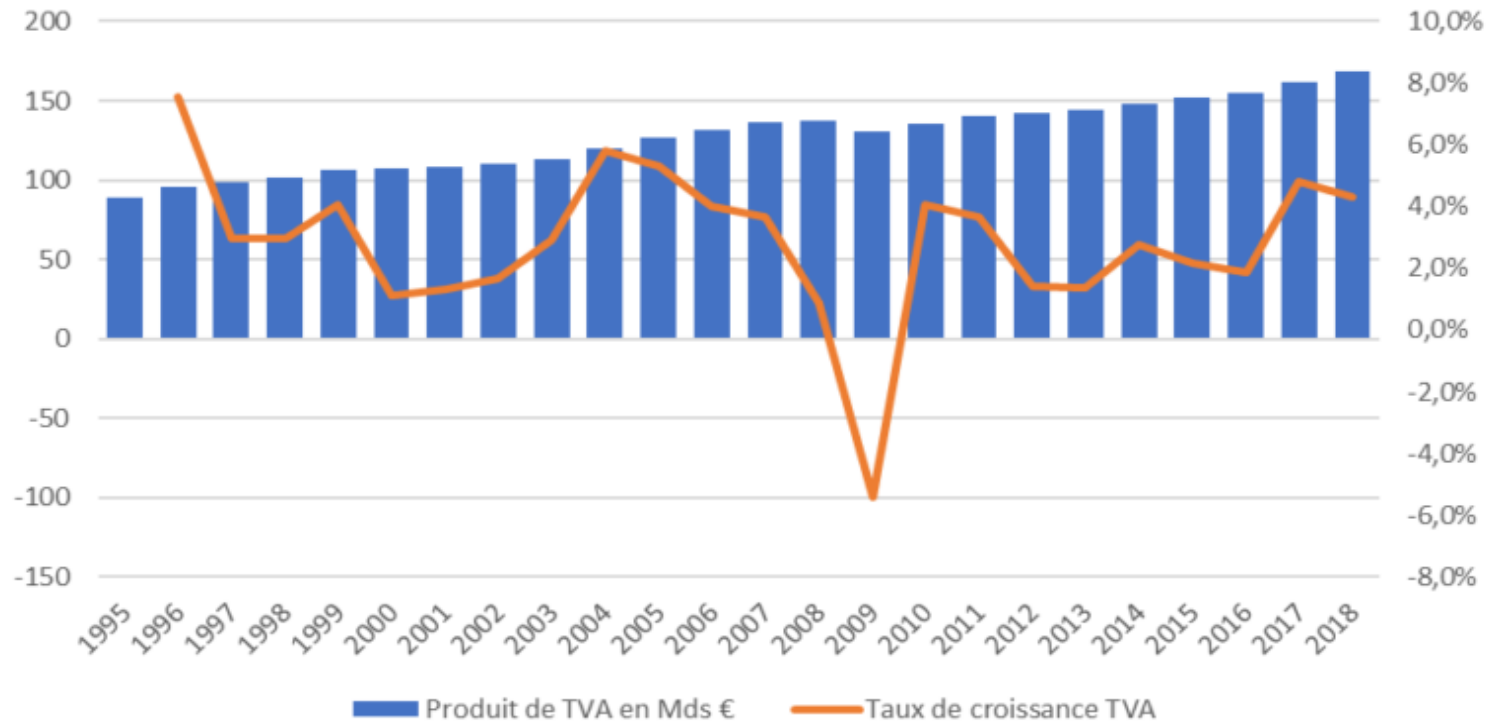
**Le produit de compensation « évoluera »
chaque année en fonction du produit net de
TVA de N-1**

Fraction du produit net de TVA

Fraction = $\frac{\text{Produit net de TVA } N-1}{\text{montant de la compensation}}$

Le produit de compensation « évoluera » chaque année en fonction du produit net de TVA de N-1

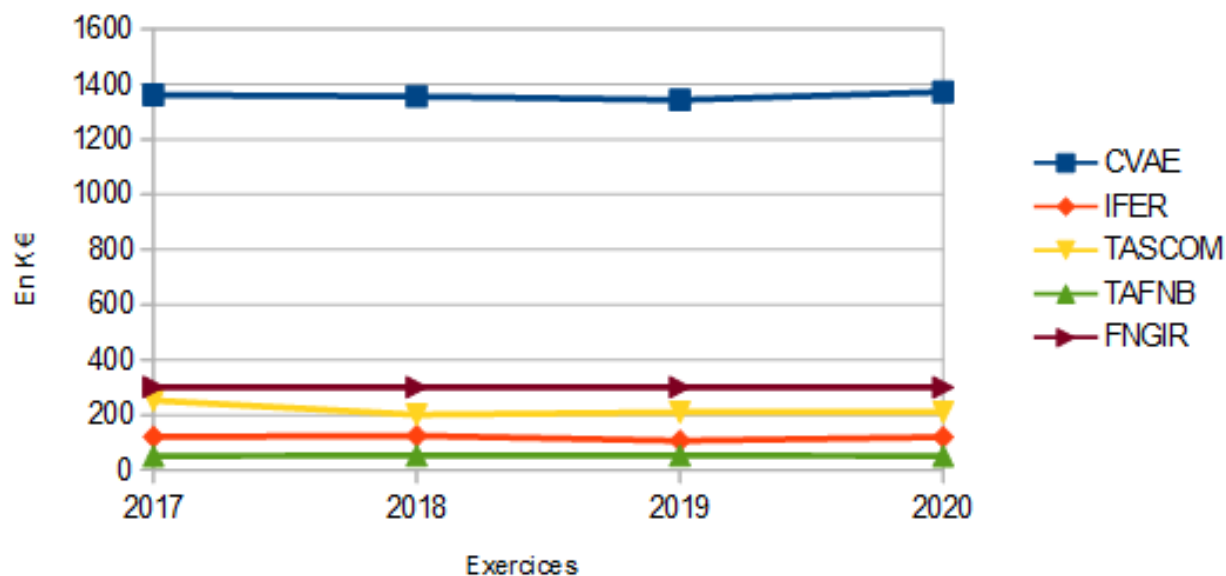
TVA : évolution et croissance



Éléments de synthèse relatifs à la fiscalité économique (hors pouvoir de taux)
(panier de recettes dont TAFNB)
Evolution 2017 - 2020

Panier de recettes En K€	2017	2018	2019	2020 (prévu BP)
CVAE	1 361 K€	1 356 K€	1 343 K€	1 372 K€
IFER	121 K€	125 K€	107 K€	120 K€
TASCOM	253 K€	201 K€	210 K€	210 K€
TAFNB	52 K€	53 K€	53 K€	52 K€
TOTAL	1 787 K€	1 735 K€	1 713 K€	1 754 K€

Stabilité financière du panier de recettes hors fiscalité ménage



Rétrospective financière de la Communauté de communes

Analyse comparée 2017 – 2020

Analyse des ratios de niveaux et mise en perspective

Situation budgétaire 2019 intégrant le résultat de fonctionnement reporté et les mouvements d'ordre

REALISE

011-Charges à caractère général	1 876 823,00	1 599 982,00
012-Charges de personnel et frais assimilés	5 478 975,00	5 478 683,47
014-Atténuations de produits	4 040 200,00	4 037 383,79
022-Dépenses imprévues (fonctionnement)	150 000,00	0,00
023-Virement à la section d'investissement	5 213 445,00	0,00
042-Opérations d'ordre de transfert entre sections	925 000,00	976 001,50
65-Autres charges de gestion courante	1 216 705,00	1 170 024,77
66-Charges financières	45 633,00	45 254,22
67-Charges exceptionnelles	609 267,00	608 628,73
	19 556 048,00	13 915 958,48
002-Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou dé	5 847 091,91	5 847 091,91
013-Atténuations de charges	11 000,00	65 748,36
042-Opérations d'ordre de transfert entre sections	32 000,00	40 337,12
70-Produits des services, du domaine et ventes divers	3 118 032,00	3 207 308,78
73-Impôts et taxes	7 075 495,00	7 119 378,45
74-Dotations, subventions et participations	3 305 929,00	3 693 023,62
75-Autres produits de gestion courante	76 500,09	78 642,05
77-Produits exceptionnels	90 000,00	151 625,26
	19 556 048,00	20 203 155,55
	39 112 096,00	34 119 114,03

À extraire

À extraire

À extraire

Situation budgétaire 2019 – Dépenses et recettes d'investissement

REALISE

020-Dépenses imprévues (investissement)	81 540,00	0,00
040-Opérations d'ordre de transfert entre sections	32 000,00	40 337,12
13-Subventions d'investissement	11 295,70	6 456,50
16-Emprunts et dettes assimilées	164 735,00	164 557,44
204-Subventions d'équipement versées	2 390 472,27	1 023 304,91
20-Immobilisations incorporelles	892 449,48	243 534,17
21-Immobilisations corporelles	3 371 528,96	420 990,70
23-Immobilisations en cours	3 937 048,09	1 377 249,00
27-Autres immobilisations financières	5 000,00	60,00
458101-REVISION ALLEGEE PLU COMMUNE RAIRIES	9 987,50	4 200,00
041-Opérations patrimoniales	328 049,00	328 034,93
26-Participations et créances rattachées à des partic	18 460,00	0,00
	11 242 566,00	3 608 724,77
001-Solde d'exécution de la section d'investissement r	2 725 137,18	2 725 137,18
021-Virement de la section de fonctionnement	5 213 445,00	0,00
040-Opérations d'ordre de transfert entre sections	925 000,00	976 001,50
10-Dotations, fonds divers et réserves	907 419,77	728 220,12
13-Subventions d'investissement	1 072 941,05	144 311,33
16-Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 027,90
23-Immobilisations en cours	7 650,00	7 650,00
27-Autres immobilisations financières	5 600,00	5 666,64
041-Opérations patrimoniales	328 049,00	328 034,93
024-Produits de cessions	57 324,00	0,00
	11 242 566,00	4 917 049,60
	22 485 132,00	8 525 774,37

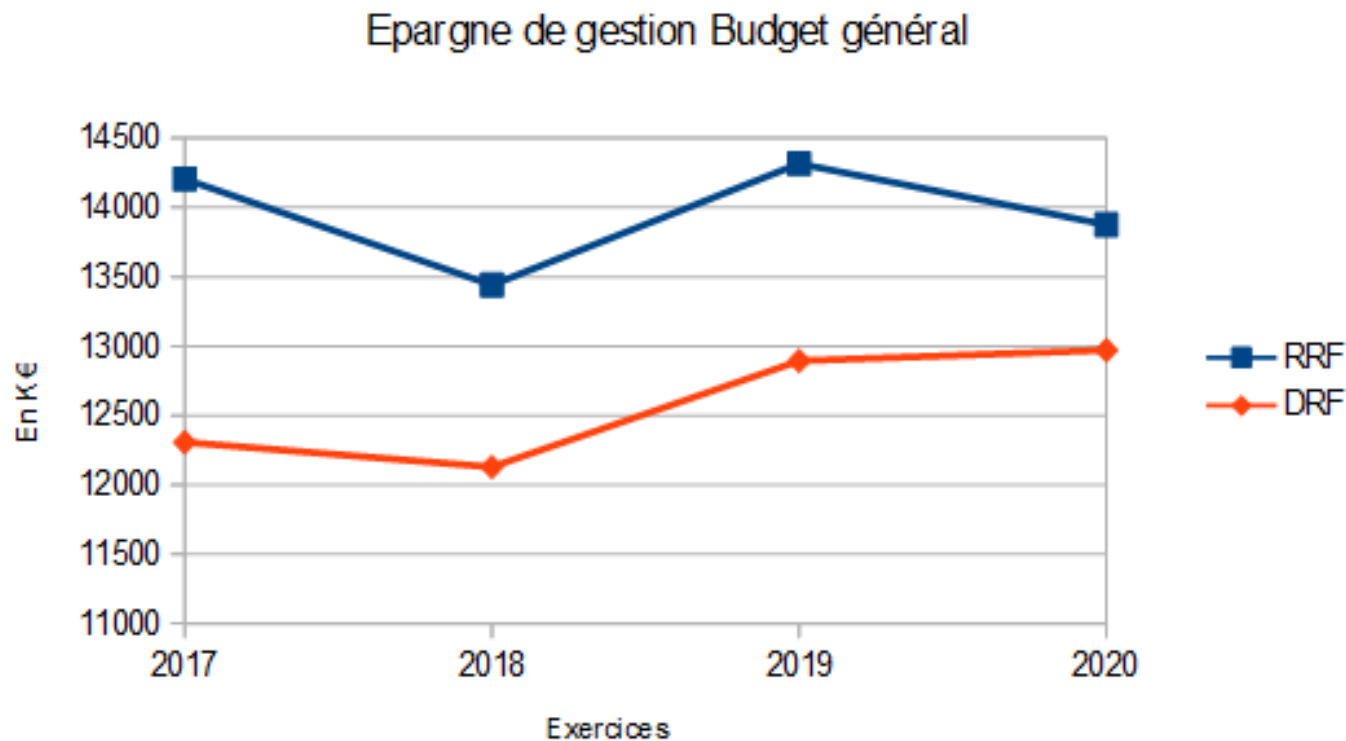
Éléments de synthèse relatifs à l'épargne

Le niveau relatif d'autofinancement se mesure au travers de soldes financiers : l'épargne brute et l'épargne nette

Budget général	2017	2018	2019	Estimation CA 2020*
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	12 307 415 €	12 129 079 €	12 894 701 €	12 971 047 €
Recettes réelles de fonctionnement	14 205 503 €	13 441 487 €	14 315 726 €	13 876 647 €
EPARGNE DE GESTION	1 898 088 €	1 312 408 €	1 421 025 €	905 600 €
Intérêts de la dette	60 228 €	51 869 €	45 254 €	34 185 €
EPARGNE BRUTE	1 837 860 €	1 260 539 €	1 375 771 €	871 415 €
Remboursement de la dette	195 874 €	161 214 €	166 585 €	136 500 €
EPARGNE NETTE	1 641 986 €	1 099 325 €	1 209 186 €	734 915 €
STOCK DE DETTE AU 31/12	1 195 506 €	1 034 292 €	880 739 €	747 410 €
CAPACITE DE DESENDETTEMENT	0,65	0,82	0,64	1,16

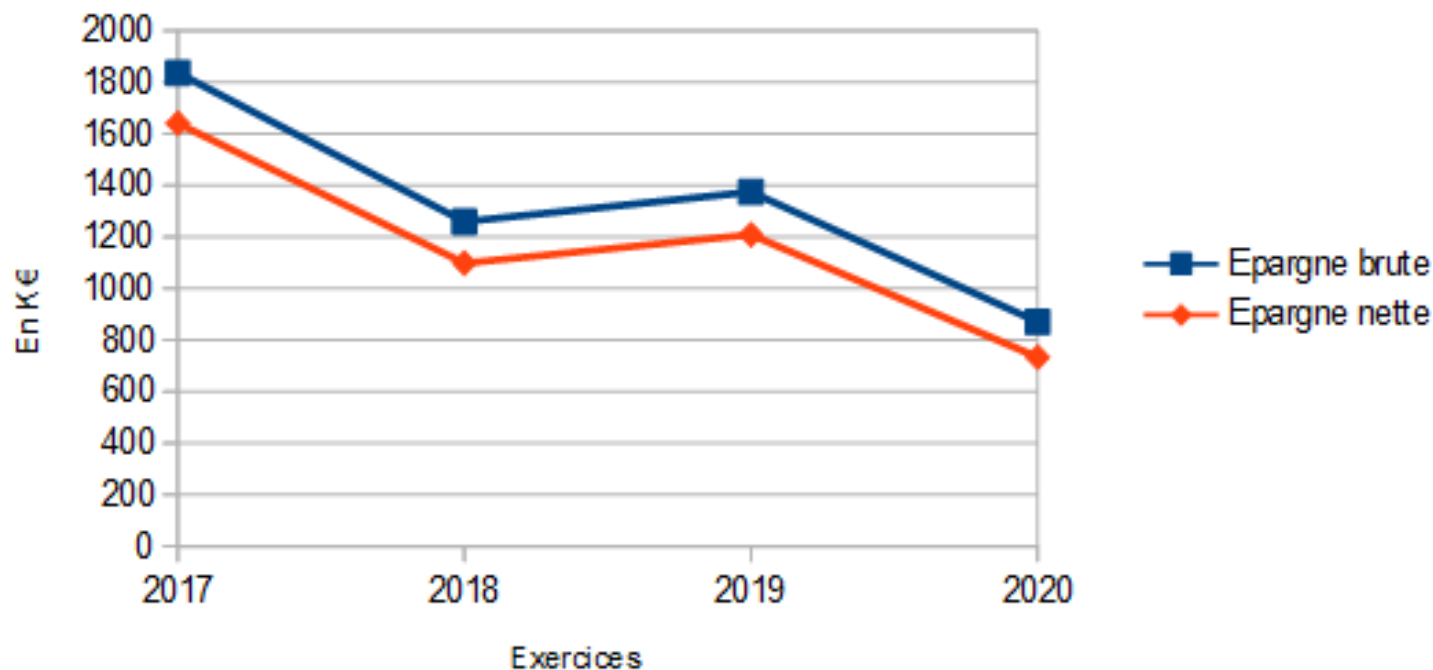
* Résultat 2020 avec excédent reporté : 6 143 572 €

Eléments de synthèse relatifs à l'épargne
L'« effet ciseau » à compter de l'exercice 2020



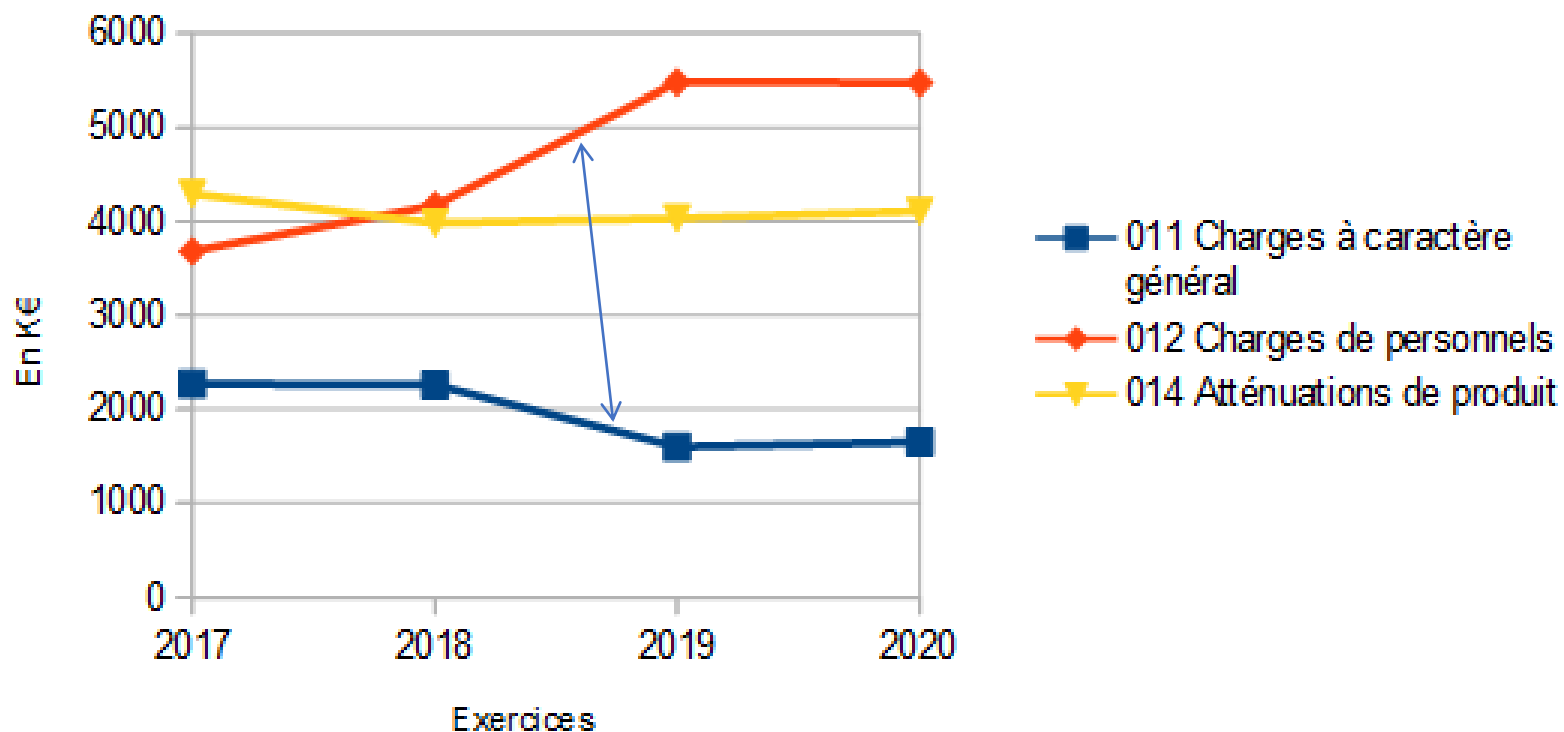
Eléments de synthèse relatifs à l'épargne
L'« effet ciseau » à compter de l'exercice 2020

Epargne brute / Epargne nette



Éléments de synthèse – Dépenses réelles de fonctionnement

Chapitres 011, 012 et 014

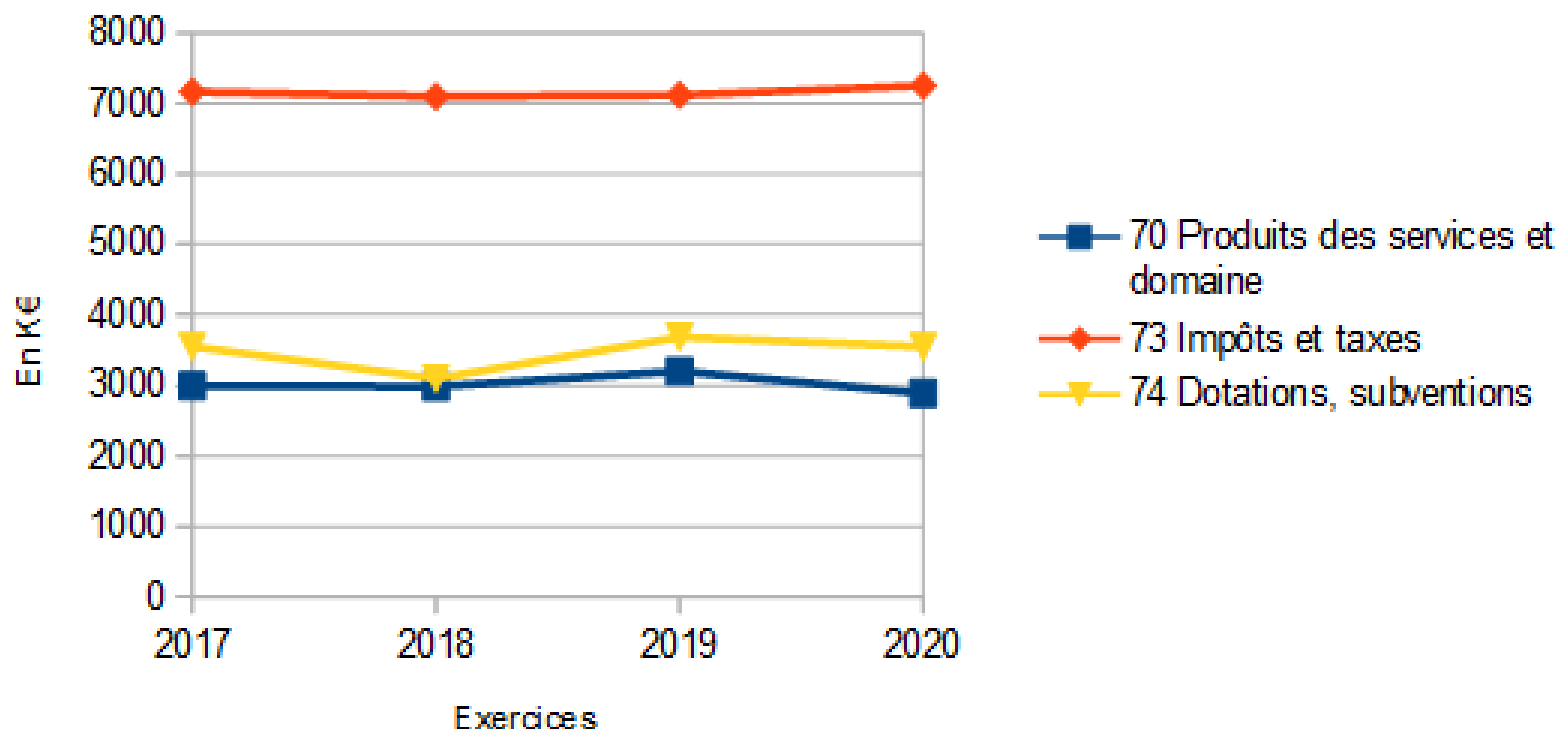


- A compter de 2018, Extension du service communautaire (Assainissement, ADS, réseau de bibliothèque) pour 166 K€, Reprise de personnels URPEP (96 K€), CDD en renfort services fonctionnels (83 K€)

- A compter de 2019, reprise de personnels Petite enfance (+ 989 K€) + extension du service communautaire (médiathèque) à hauteur de 50 K€ + remplacements maternité et maladie (42 K€)

Eléments de synthèse – Recettes réelles de fonctionnement

Evolution des recettes - budget général



Rétrospective financière de la communauté de communes

Premiers éléments conclusifs

Cet état des lieux met en lumière **une situation financière globalement saine** (des reports d'excédent significatifs) mais qui impose néanmoins **la prudence**. La hausse continue des dépenses réelles de fonctionnement voit une diminution importante de l'épargne de gestion et, en conséquence de l'épargne brute.

Au titre des exercices 2019 et 2020, l'augmentation du chapitre 012 (article 64131 – personnels non titulaires) amplifie **l'effet ciseau constaté depuis 2018**.

La communauté de communes, au titre du budget général, est peu endettée, son ratio de désendettement est quasi nul. Toutefois, il est utile de souligner que la capacité de désendettement a doublé entre 2019 et 2020 quand bien même la structure n'a pas contracté de nouvelle dette bancaire.

Une attention forte doit ainsi être portée **sur l'épargne brute**. Plusieurs pistes pourront ainsi être analysées à travers la prospective financière.

Les leviers sont présents : l'instauration d'un taux sur le FB (ex : 1% = 250 K€), un travail sur les flux financiers (AC, FPIC), une réflexion sur la tarification des services publics locaux...